

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2430

29 décembre 2006

### SOMMAIRE

A-DGZ 8-Fonds .....	116611	ISROP, (The) Israel European Company S.A., Lu-	
Acquamundo Holding S.A., Luxembourg .....	116618	xembourg. ....	116622
AIG Privat Bank Multihedge .....	116615	Jefferies Umbrella Fund, Sicav, Luxembourg. ....	116639
Allianz Global Investors Fund, Sicav, Senninger-		Latin American Nautilus S.A., Luxembourg. ....	116594
berg. ....	116630	LEU QI Fund, Sicav, Luxembourg. ....	116640
Alpha Investimenti Sicav, Luxembourg. ....	116634	Lux-Croissance Sicav, Luxembourg. ....	116630
B.D.S., Business Development Services S.A., Lu-		Lux-Equity Sicav, Luxembourg. ....	116632
xembourg. ....	116639	Lux-Euro-Stocks Sicav, Luxembourg. ....	116633
BIG Optimum Sicav, Luxembourg. ....	116631	Lux-Index US Sicav, Luxembourg. ....	116635
CAESAR Special Opportunities Management,		Lux-Portfolio Sicav, Luxembourg. ....	116635
S.à r.l., Sandweiler. ....	116596	Lux-Sectors Sicav, Luxembourg. ....	116629
CAESAR Special Opportunities Management,		Lux-Top 50 Sicav, Luxembourg. ....	116634
S.à r.l., Sandweiler. ....	116601	Lux-World Fund Sicav, Luxembourg. ....	116629
Carmignac Portfolio, Sicav, Luxembourg. ....	116638	Luçon Finances S.A., Luxembourg. ....	116619
Clariden Lux, Luxembourg. ....	116640	Manzoni International S.A., Luxembourg. ....	116633
Convergent Energies Consulting S.A., Luxem-		Mediterranean Nautilus S.A., Luxembourg. ....	116594
bourg. ....	116616	Multi Invest Global OP. ....	116615
D2 Legal S.A., Luxembourg. ....	116616	Origan S.A., Luxembourg. ....	116619
Deka International S.A., Luxembourg. ....	116596	Platina GT Holding S.A., Luxembourg. ....	116616
DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg		Prairie Management S.A., Luxembourg. ....	116637
S.A., Luxembourg. ....	116596	RP Rendite Plus, Sicav, Senningerberg. ....	116618
DekaBank Deutsche Girozentrale Succursale de		Scand Trust Holding S.A., Luxembourg. ....	116616
Luxembourg, Luxembourg. ....	116611	Scottish World Fund. ....	116620
Dinvest, Luxembourg. ....	116620	Sita Electronic S.A., Luxembourg. ....	116617
Dresdner Vermögensplan 50. ....	116594	Sixty Active International S.A., Luxembourg. ....	116611
F&C Management Luxembourg S.A., Luxem-		Sixty International S.A., Luxembourg. ....	
bourg. ....	116602		116609
Formes Contemporaines S.A., Bertrange. ....	116615	Skyblue Holding S.A., Luxembourg. ....	116614
GFA HAIG. ....	116615	Starwood Europe S.A., Luxembourg. ....	116616
Guyam S.A., Luxembourg. ....	116613	Svenska Selection Fund, Sicav, Luxembourg. ....	116636
I.G.C. S.A., International Group Company, Lu-		Telemaque, Sicav, Steinsel. ....	116617
xembourg. ....	116639	Transpacific Fund SICAF, Luxembourg. ....	116620
India Liberalisation Fund, Sicav, Luxembourg. ...	116622	United Investment Fund, Sicav, Luxembourg. ...	116637
International Fund Management S.A., Luxembourg		Value Strategy Fund, Sicav, Luxembourg. ....	116617
International Technik Holding S.A., Luxembourg	116637	Zais Ucits, Sicav, Luxembourg. ....	116619

## DRESDNER VERMÖGENSPLAN 50, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des DRESDNER VERMÖGENSPLAN 50, einregistriert in Luxemburg am 7. Dezember 2006, Referenz LSO-BX01392, wurde am 8. Dezember 2006 beim Handelsregister in Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Senningerberg, den 7. Dezember 2006.

ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

(133274.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2006.

### LATIN AMERICAN NAUTILUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 77.351.

### MEDITERRANEAN NAUTILUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 78.086.

## PROJET DE FUSION

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné,

Ont comparu:

1. LATIN AMERICAN NAUTILUS S.A., une société luxembourgeoise inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 77.351, constituée sous la forme d'une société anonyme et ayant son siège au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

(ci-après la «Société Absorbante»),

2. MEDITERRANEAN NAUTILUS S.A., une société luxembourgeoise inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 78.086, constituée sous la forme d'une société anonyme et ayant son siège au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

(ci-après la «Société Absorbée»),

les deux ici représentées par Patrick Van Hees, juriste à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de deux procurations données respectivement par le conseil d'administration de la Société Absorbée et de la Société Absorbante, toutes deux en date du 19 décembre 2006, qui resteront annexées à l'original du présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les conseils d'administration des deux sociétés mentionnées ci-dessus (ci-après les «Sociétés Fusionnantes») ont convenu le Projet de Fusion suivant (le «Projet de Fusion») et déclarent:

### A. Description des sociétés

LATIN AMERICAN NAUTILUS S.A. (ci-après «la Société absorbante») est une société luxembourgeoise inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro B 77.351, constituée sous la forme d'une société anonyme. L'acte de constitution de la Société absorbante a été publié au Mémorial C, numéro 53 du 25 janvier 2001. Les statuts de la Société absorbante ont été modifiés pour la dernière fois le 27 avril 2005 et publiés au Mémorial C n° 965 du 30 septembre 2005.

MEDITERRANEAN NAUTILUS S.A. (ci-après «la Société absorbée») est une société luxembourgeoise inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro B 78.086, constituée sous la forme d'une société anonyme. L'acte de constitution de Mediterranean Nautilus S.A. a été publié au Mémorial C numéro 208 du 20 mars 2001. Les statuts de la Société absorbée ont été modifiés pour la dernière fois le 31 janvier 2006 et publiés au Mémorial C n° 1061 du 31 mai 2006.

### B. Rapport d'échange

En échange de cet apport et compte tenu que les actionnaires des deux sociétés participant à la fusion sont les mêmes, il est décidé, conformément à la requête formulée par les actionnaires des deux sociétés, de ne pas fixer un rapport d'échange ni de procéder à une augmentation du capital de la Société absorbante, mais d'inscrire dans le bilan de la Société absorbante une réserve de fusion d'un montant correspondant à la valeur de l'actif net comptable de la Société absorbée résultant de son bilan au 1er janvier 2007, déduction faite de la valeur comptable des actions de la Société absorbée détenues par la Société absorbante.

### C. Modalités de la fusion

Le conseil d'administration de MEDITERRANEAN NAUTILUS S.A. et le conseil d'administration de LATIN AMERICAN NAUTILUS S.A. (ci-après les «Conseils») proposent de fusionner les Sociétés (ci-après la «Fusion») par voie d'absorption, l'opération ayant pour but de réorganiser et regrouper les activités des Sociétés de manières à créer des synergies.

La fusion n'interviendra qu'à la condition que les actionnaires de la Société absorbante et les actionnaires de la Société absorbée approuvent le Projet de Fusion lors des assemblées générales extraordinaires des actionnaires séparées, conformément à la Loi.

Les Conseils proposent comme date effective de la Fusion, aux fins comptables, la date du 1<sup>er</sup> janvier 2007 (ci-après la «Date Effective») étant entendu que la Fusion sera effective entre les parties à compter de l'approbation de la Fusion

par les Assemblées Générales Extraordinaires de la Société absorbante et de la Société absorbée tenues séparément et sera opposable aux tiers à compter de la publication desdites assemblées.

#### **D. Effets de la fusion**

A la Date Effective, la Société absorbée contribuera à la Société absorbante en vertu des articles 257 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après «la Loi»), l'ensemble de son patrimoine actif et passif, sans restrictions ni limitations.

La fusion sera basée, aux fins comptables, sur les comptes respectifs de chacune des Sociétés au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

A partir de la Date Effective, l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société absorbée sera censé être transféré à la Société absorbante.

Il n'est accordé par l'effet de la Fusion, aucun avantage particulier ni aux administrateurs, ni aux commissaires des sociétés.

En conséquence de la Fusion, à partir de la Date Effective, la Société absorbée cessera d'exister et toutes les actions émises par elle seront annulées.

D'un point de vue comptable, la Fusion sera considérée comme accomplie au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

#### **E. Conditions de la fusion**

La Fusion sera réalisée sous réserve des conditions suivantes:

a) LATIN AMERICAN NAUTILUS S.A. devra acquérir les avoirs contribués par MEDITERRANEAN NAUTILUS S.A. «dans leur état», c'est-à-dire dans l'état dans lequel ils se trouvent à la Date Effective, sans aucun droit de recours contre la Société absorbante ou ses actionnaires pour quel motif que ce soit.

b) La Société absorbée garantit à la Société absorbante l'existence de toutes les créances comprises dans le patrimoine actif qui est contribué, mais n'assume aucune responsabilité quant à la solvabilité des débiteurs concernés.

c) La Société absorbante devra, à partir de la Date Effective, payer toutes les taxes, contributions, impôts, droits, primes d'assurances et autres primes, annuités et droits d'auteur, ordinaires ou extraordinaires, qui seront dus en vertu de la propriété du patrimoine actif contribué.

d) La Société absorbante devra assumer tous les contrats et obligations de toutes sortes de la Société absorbée dans l'état dans lequel ces contrats et obligations existent à la Date Effective.

e) La Société absorbante devra en particulier exécuter tous les contrats existant avec les créanciers de la Société absorbée et la Société absorbante sera subrogée, à ses propres risques et périls, dans tous les droits et obligations qui en découlent.

f) Les droits et actions compris dans le patrimoine actif de la Société absorbée devront être transférés et cédés à la Société absorbante ensemble avec toutes les sûretés, soit réelles ou personnelles, y attachés. La Société absorbante sera donc subrogée, sans novation, dans tous les droits, soit réels ou personnels, de la Société absorbée en ce qui concerne tout le patrimoine actif de la Société absorbée et contre tous les débiteurs sans aucune exception.

g) La Société absorbante devra assumer tout le patrimoine passif, de toute sorte, de la Société absorbée et devra en particulier payer les intérêts et le principal de toutes les dettes et obligations de toute nature qui sont dues par la Société absorbée en ce compris les impôts dus par la Société absorbée sur le capital et les bénéfices aux titres des exercices non encore imposés définitivement. La Société absorbante déchargera la Société absorbée de toutes les actions et revendications en relation avec les obligations et charges ainsi assumées par la Société absorbante.

LATIN AMERICAN NAUTILUS S.A. devra accomplir elle-même toutes les formalités, y compris les formalités de publicité prescrites par la Loi, qui sont nécessaires ou utiles afin de réaliser la Fusion ainsi que le transfert et la cession de l'ensemble du patrimoine actif et passif de MEDITERRANEAN NAUTILUS S.A. à LATIN AMERICAN NAUTILUS S.A. Dans la mesure où ils sont requis par la loi ou censés nécessaires ou utiles, les instruments de transferts appropriés devront être exécutés par les Sociétés fusionnant afin d'effectuer le transfert de l'ensemble du patrimoine actif et passif contribué par MEDITERRANEAN NAUTILUS S.A. à LATIN AMERICAN NAUTILUS S.A.

Tous les documents, dossiers et actes de MEDITERRANEAN NAUTILUS S.A. devront être gardés au siège social de LATIN AMERICAN NAUTILUS S.A. pendant une durée de 5 ans tel que prévu par la Loi.

Les statuts de LATIN AMERICAN NAUTILUS S.A. feront éventuellement l'objet d'une refonte en vue de refléter la nouvelle situation.

Tout ce qui n'est spécifiquement régi par le présent Projet de Fusion sera régi par la Loi.

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

Conformément à l'article 271 de la loi du 10 août 1915, le notaire soussigné certifie la légalité du présent Projet de Fusion.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Van Hees, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 21 décembre 2006, vol. 442, fol. 30, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 21 décembre 2006.

H. Hellinckx.

(140829.2/242/114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2006.

**Deka INTERNATIONAL S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1912 Luxemburg, 5, rue des Labours.  
H. R. Luxemburg B 28.599.

Im Rahmen der Sitzung des Verwaltungsrates der Deka INTERNATIONAL S.A. am 23. November 2006, wählte das Gremium gemäß Artikel 7.5 der Satzung einstimmig

\* Herrn Rainer Mach, Geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A., 38, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Luxemburg zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates der Deka INTERNATIONAL S.A.

\* Herrn Matthias Ewald, Geschäftsführer der Deka FundMaster INVESTMENTGESELLSCHAFT mbH, Hahnstrasse 55, 60528 Frankfurt am Main, Deutschland zum stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrates der Deka INTERNATIONAL S.A.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, 29. November 2006.

Für die Richtigkeit

H. Hildebrandt / A. Brandner

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2006, réf. LSO-BX01370. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(134063.3//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2006.

**DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1855 Luxemburg, 38, avenue John F. Kennedy.  
H. R. Luxemburg B 9.462.

Im Rahmen der Sitzung des Verwaltungsrates der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A. am 28. April 2006, beschloss der Verwaltungsrat einstimmig die Bestellung von PricewaterhouseCoopers, S.à r.l. als Wirtschaftsprüfer für das laufende Geschäftsjahr bis zum 31. Dezember 2006.

Geschäftsadresse: PricewaterhouseCoopers, S.à r.l.

400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg

Im Rahmen der Sitzung des Verwaltungsrates der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A. am 25. August 2006, wählte das Gremium gemäß § 7.4 der Satzung einstimmig

\* Herrn Oliver Behrens, Generalbevollmächtigter der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE, Frankfurt am Main, zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates und des Arbeitsausschusses des Verwaltungsrates der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

\* Herrn Walter Groll, Mitglied des Vorstandes der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE, Frankfurt am Main, zum stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrates und des Arbeitsausschusses des Verwaltungsrates der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

Geschäftsadresse: DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE

Oliver Behrens

Walter Groll

Mainzer Landstraße 16, D-60325 Frankfurt am Main

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, 30. November 2006.

Für die Richtigkeit

R. Mach / P. Weydert

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2006, réf. LSO-BX01366. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(134073.3//29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2006.

**CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES MANAGEMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: L-5220 Sandweiler, 2, rue Hiehl.  
R. C. Luxembourg B 113.625.

In the year two thousand and six, on the fourth day of December,

Before Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES MANAGEMENT, S.à r.l., a Luxembourg private limited company «Société à responsabilité limitée», having its registered office at 51, route de Wasserbillig, L-6686 Mertert, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 113.625, incorporated pursuant to a notarial deed dated 17 January 2006, published in the Mémorial C, number 744, on 12 April 2006 (the «Company»).

The extraordinary general meeting was opened at 5.30 p.m. and was presided by Mr Max Welbes, avocat à la Cour, residing in Luxembourg who appointed as secretary Mr Mustafa Nezar, jurist, residing in Russange (F).

The extraordinary general meeting elected as scrutineer Ms Diane d'Ocquier, jurist, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the extraordinary general meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the extraordinary general meeting is as follows:

1. Amendment of article 2, so that it is worded as follows:

«The Company may, in particular, act as general partner (associé gérant commandité) of CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.»

2. Amendment of the first sentence of article 3 of the articles of association to reflect the transfer of the registered office of the Company to the commune of Sandweiler, Grand Duchy of Luxembourg, so that it is worded as follows:

«The registered office of the Company is established in Sandweiler, Grand Duchy of Luxembourg.»

3. Determination of the exact address of the registered office of the Company.

4. Insertion of a new article 17 relating to the Investment Committee.

5. Insertion of a new article 18 relating to the Advisory Committee.

6. Renumbering of the subsequent articles of the articles of association.

7. Determination of the effective date of the above items of the agenda.

II. The shareholders present or represented and the number of shares they hold are shown on the attendance list, signed by the members of the bureau and the undersigned notary. This list, together with the proxies initialled ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to this deed in order to be filed with the registration authorities.

III. It appears from the attendance list that out of fifty (50) shares, representing the entire share capital, all the shares are present or represented at the present extraordinary general meeting and that the shareholders may, hence, waive the convening formalities.

IV. The present extraordinary general meeting is thus regularly constituted and can validly decide on the items of its agenda.

The extraordinary general meeting deliberated and adopted the following resolutions unanimously:

*First resolution*

The extraordinary general meeting RESOLVES to amend the second paragraph of article 2 of articles of association, so that it is worded as follows:

«**Art. 2. (second paragraph)** The Company may, in particular, act as general partner (associé gérant commandité) of CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.»

*Second resolution*

The extraordinary general meeting resolves to amend the first sentence of article 3 of articles of association to reflect the transfer of the registered office of the Company to the commune of Sandweiler, Grand Duchy of Luxembourg, so that it is worded as follows:

«**Art. 3. (first sentence)**

The registered office of the Company is established in Sandweiler, Grand Duchy of Luxembourg.»

*Third resolution*

The extraordinary general meeting resolves to determine the registered office of the Company at the following address: 2, rue Hiehl, L-5220 Sandweiler.

*Fourth resolution*

The extraordinary general meeting resolves to insert a new chapter V.- entitled «Investment and Advisory Committees» composed by articles 17 and 18 and to insert a new article 17 worded as follows:

«**Art. 17.** The Board of Managers shall set up an Investment Committee which will consist of representatives of all the shareholders. Each shareholder has the right to appoint one (1) representative as member of the Investment Committee. Each Investment Committee Representative shall have one (1) vote.

The Investment Committee shall make recommendations and provide assistance to the Board of Managers on any matters where the members could potentially add value to the underlying investment of CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.

For the avoidance of doubt, the Investment Committee shall have a veto right with respect to the acquisition and/or investment decisions and/or divestment decisions, the assets and rights of acquisitions and/or investments and/or divestment decisions and the exercise of rights attached to any investment or divestment.

The Board of Managers, in its turn, will on a quarterly basis report on the activities of and investments by CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.

The decisions of the Investment Committee are subject to a quorum requirement of fifty per cent (50%) of its members being present or represented and any decisions on these matters will be validly taken with a majority of fifty per cent (50%) of the Investment Committee representatives present or represented. If the quorum is not achieved in a meeting of the Investment Committee, a subsequent meeting shall be called within due time which is not subject to any quorum requirement.

Investment Committee representatives may appoint other members or third parties as their proxies to attend meetings of the Investment Committee.

The Investment Committee Representatives will appoint a chairman. The Investment Committee shall meet upon a call from the Board of Managers, the chairman of the Investment Committee or by two Investment Committee Representatives and shall meet at least twice a year.

The Investment Committee shall meet by phone or in-person following upon not less than five (5) Bank Business Days notice (unless waived by each Investment Committee Representative in writing) of the matters to be considered and discussed by the Investment Committee and, in respect of decisions on proposed investments and divestments, receipt of a written outline setting out the main terms and conditions of such proposed meeting.

In case the Investment Committee must meet in person, reasonable and documented out-of-pocket expenses of each Investment Committee Representative attending the relevant meeting shall be paid by CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.

For the interpretation of this article, terms not defined in these articles of association have the meaning ascribed to them in the current Prospectus of CAESAR Special Opportunities I S.C.A. SICAR.»

*Fifth resolution*

The extraordinary general meeting resolves to insert a new article 18 worded as follows:

«**Art. 18.** The Board of Managers shall set up an Advisory Committee which will consist of representatives of Shareholders and other third parties (if any).

Limited Shareholder(s) whose total Commitment(s) amount to at least twenty million euro (EUR 20,000,000.-) will have the right to have one (1) representative appointed as a member of the Advisory Committee.

The Advisory Committee must approve the decisions of the Company on, inter alia, the matters of conflicts of interests, the extension of the Investment Period, the annual budgets for the CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR, the sanctions to a Defaulting Investor and on any matters where the members could potentially add value to the underlying investment of CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR. With respect to the sanctions of a Defaulting Investor, the Advisory Committee Representative, appointed in relation to the Limited Shareholder which is in default, shall not be entitled to vote. In case of equality of votes, the chairman of the Advisory Committee will have a casting vote.

For the avoidance of doubt, the Advisory Committee shall have no discretion to make any decision with respect to the making of or acquisition of investments, assets and rights of investments, the exercise of rights attached to any investment or the divestment of any investments, assets and rights of investments.

The Advisory Committee has at any time access to the books and accounts of CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR and/or any of its affiliates, the right to review the books and accounts of CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR and/or any of its affiliates. Moreover, the Advisory Committee is entitled to request any information about the affairs of CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR and/or its affiliates from the Board of Managers. The Board of Managers, in its turn, will on a quarterly basis report to the Advisory Committee on the activities and investments of CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.

The quorum and majority rules for meetings of the Advisory Committee shall be as follows:

- on the matters of conflicts of interests, extension of the term of the Investment Period and extension of the term of CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR the decisions of the Advisory Committee are subject to a quorum requirement of fifty per cent (50%) of its members being present or represented and any decisions on these matters will be validly taken with a majority of fifty per cent (50%) of the Advisory Committee Representatives present or represented. If the quorum is not achieved in a meeting of the Advisory Committee, a subsequent meeting shall be called within due time which is not subject to any quorum requirement; and

- on any other matters, the decisions of the Advisory Committee will be validly taken with a majority of fifty per cent (50%) of the Advisory Committee Representatives are present or represented, without any quorum requirement.

Advisory Committee Representatives may appoint proxies for other members or third parties to attend meetings of the Advisory Committee. If third parties are appointed as proxies only persons belonging to, or being representatives of, the same organisation as the relevant ordinary member of the Advisory Committee are eligible. Each Advisory Committee Representative shall have one (1) vote.

The Advisory Committee Representatives will appoint a chairman. The Advisory Committee shall meet upon a call from the Board of Managers, the chairman of the Advisory Committee or by two (2) Advisory Committee Representatives and shall meet at least twice a year. The Board of Managers must be informed as the other members of the Advisory Committee and can attend the meetings of the Advisory Committee as guests, should they so wish in their absolute discretion.

The Advisory Committee shall meet by phone or in-person following upon not less than five (5) Bank Business Days notice (unless waived by each Advisory Committee Representative in writing) of the matters to be considered and discussed by the Advisory Committee.

In case the Advisory Committee meets in person, reasonable and documented out-of-pocket expenses of each Advisory Committee Representatives attending the relevant meeting shall be paid by CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.

Each member of the Advisory Committee must (a) treat all information it receives in the course of its activities as member of the Advisory Committee strictly confidential even after it is no longer member of the Advisory Committee (b) return any document(s) it received in the course of its activities as member of the Advisory Committee to the chairman before its departure from the Advisory Committee. Each member of the Advisory Committee does not have the right to withhold any document it received or detains in the framework of its attendance to or membership with the Advisory Committee.

For the interpretation of this article, terms not defined in these articles of association have the meaning ascribed to them in the current prospectus of CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.»

*Sixth resolution*

The extraordinary general meeting resolves that the subsequent chapters and articles will be re-numbered accordingly.

*Seventh resolution*

The extraordinary general meeting resolves that the above resolutions shall be effective as from the date of the present deed, being 4th December 2006.

There being no further item on the agenda, the extraordinary general meeting was thereupon adjourned at 5.45 p.m.

*Cost*

The expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed is valued at approximately one thousand four hundred euros (EUR 1,400.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, given names, civil status and residences, the members of the bureau of the extraordinary general meeting signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille six, le quatre décembre,

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES MANAGEMENT S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 51, route de Wasserbillig, L-6686 Merttert, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B numéro 113.625, constituée suivant acte du 17 janvier 2006, publié au Mémorial C numéro 744, en date du 12 avril 2006 (la «Société»).

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 17.30 heures, présidée par Monsieur Max Welbes, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Monsieur Mustafa Nezar, juriste, demeurant à Russange (F).

L'assemblée générale extraordinaire choisit comme scrutateur Madame Diane d'Ocquier, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée générale extraordinaire ayant été constitué, le président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire est le suivant:

1. Modification de l'article 2, afin qu'il soit formulé comme suit:

«La Société peut, en particulier, agir en qualité d'associé gérant commandité de CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.»

2. Modification de la première phrase de l'article 3 des statuts afin de refléter le transfert du siège social de la Société à Sandweiler, Grand-Duché de Luxembourg, comme suit:

«Le siège social de la Société est établi à Sandweiler, Grand-Duché de Luxembourg.»

3. Détermination de l'adresse exacte du siège social de la Société.

4. Insertion d'un nouvel article 17.

5. Insertion d'un nouvel article 18.

6. Renumerotation des articles suivants des statuts.

7. Détermination de la date de prise d'effet des points de l'ordre du jour examinés ci-dessus.

II. Les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent apparaissent dans la liste de présence, signée par les membres du bureau et le notaire soussigné. La liste de présence ainsi que les procurations dûment paraphées ne varient par les membres du bureau et le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III. Il appert de la liste de présence que sur les cinquante (50) actions, représentant l'entière du capital social, toutes les actions sont présentes ou représentées lors de cette assemblée générale extraordinaire, et que les actionnaires peuvent donc renoncer à toute formalité de convocation.

IV. L'assemblée générale extraordinaire est donc valablement constituée et peut valablement décider sur tous les points de l'ordre du jour.

Après avoir délibéré, l'assemblée générale extraordinaire a adopté les résolutions suivantes à l'unanimité:

*Première résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier le second paragraphe de l'article 2 des statuts afin qu'il soit formulé comme suit:

«La Société peut, en particulier, agir en qualité d'associé gérant commandité de CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.»

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier, comme suit, la première phrase de l'article 3 des statuts afin de refléter le transfert du siège social de la Société à la commune de Sandweiler, Grand-Duché de Luxembourg:

«Le siège social de la Société est établi à Sandweiler, Grand-Duché de Luxembourg».

*Troisième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de fixer le siège social de la Société à l'adresse suivante: 2, rue Hiehl, L-5220 Sandweiler.

*Quatrième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide d'insérer un nouveau chapitre V.- intitulé «Comités d'Investissement et Consultatif» composé des articles 17 et 18 et d'insérer un nouvel article 17 formulé comme suit:

«Le Conseil de Gérance établira un Comité d'Investissement qui se composera des représentants de tous les actionnaires. Chaque actionnaire a le droit de nommer un (1) représentant comme membre du Comité d'Investissement. Chaque Représentant du Comité d'Investissement aura une (1) voix.

Le Comité d'Investissement fera des recommandations et assistera le Conseil de Gérance sur tous les sujets où les membres pourraient potentiellement apporter une plus-value sur l'investissement sous-jacent de CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.

Afin de lever toute ambiguïté, le Comité d'Investissement aura un droit de veto en ce qui concerne les décisions d'acquisition et/ou d'investissement et/ou des décisions de désinvestissement, les avoir et les droits d'acquisitions et/ou d'investissements et/ou de désinvestissement et l'exercice des droits attachés à n'importe quel investissement ou désinvestissement.

Le Conseil de Gérance, à son tour, fera sur une base trimestrielle un rapport sur les activités et sur les investissements de CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.

Les décisions du Comité d'Investissement sont sujettes à une condition de quorum de cinquante pour cent (50 %) de ses membres étant présents ou représentés et toutes les décisions sur ces sujets seront prises valablement avec une majorité de cinquante pour cent (50 %) des représentants du Comité d'Investissement présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint lors d'une réunion du Comité d'Investissement, une réunion suivante sera convoquée en temps utile qui ne sera sujette à aucune condition de quorum.

Les Représentants du Comité d'Investissement peuvent donner procuration à d'autres représentants ou à des tiers pour assister à des réunions du Comité d'Investissement.

Les Représentants du Comité d'Investissement nommeront un président. Le Comité d'Investissement se réunira sur convocation du Conseil de Gérance, du président du Comité d'Investissement ou de deux Représentants du Comité d'Investissement et se réunira au moins deux fois par an.

Le Comité d'Investissement se réunira par téléphone ou en personne sur convocation moyennant un préavis minimum de cinq (5) Jours Ouvrables Bancaires (à moins que chaque Représentant du Comité d'Investissement y ait renoncé par écrit) concernant les sujets à considérer et discuter par le Comité d'Investissement et, en ce qui concerne les décisions sur des investissements et des désinvestissements proposés, sur réception d'une note écrite détaillant les modalités et les conditions principales de la réunion proposée.

Au cas où le Comité d'Investissement se réunirait en personne, les dépenses raisonnables et justifiées de chaque Représentants du Comité d'Investissement assistant à la réunion concernée seront payées par CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.

Pour l'interprétation de cet article, les termes non définis dans les présents statuts ont la signification qui leur est attribuée dans le prospectus actuel de CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.»

*Cinquième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide d'insérer un nouvel article 18 formulé comme suit:

«Le Conseil de Gérance établira un Comité Consultatif qui se composera de représentants des Actionnaires et autres parties tierces (le cas échéant).

Le(s) Actionnaire(s) Commanditaire(s) dont le ou les Engagement(s) dépasse(nt) vingt millions d'euros (EUR 20.000.000,-) ont le droit d'avoir un (1) représentant nommé en tant que membre du Comité Consultatif.

Le Comité Consultatif qui doit approuver les décisions de la Société sur, entre autres, les questions de conflits d'intérêts, la prolongation de la Période d'Investissement, les budgets annuels pour CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR., les sanctions d'un Investisseur Défaillant, et sur tous les sujets où les membres pourraient potentiellement donner une plus-value sur l'investissement sous-jacent de CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR. En ce qui concerne les sanctions d'un Investisseur Défaillant, le Représentant du Comité Consultatif, désigné par rapport à l'Actionnaire Commanditaire défaillant, ne sera pas autorisé à voter. En cas d'égalité des voix, le président du Comité Consultatif aura une voix prépondérante.

Afin de lever toute ambiguïté, le Comité Consultatif n'aura aucun pouvoir discrétionnaire pour prendre n'importe quelle décision pour faire ou acquérir des investissements, des avoirs et des droits d'investissements, l'exercice des droits attachés à n'importe quel investissement ou le désinvestissement de tout investissement, avoirs et droits des investissements.

Le Comité Consultatif a à tout moment accès aux livres et aux comptes de CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR et/ou de ses filiales, le droit de revoir les livres et les comptes de CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR et/ou de ses filiales. De plus, le Comité Consultatif est autorisé à demander n'importe quelles informations sur les affaires de CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR et/ou ses filiales au Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance, à son tour, fera, sur une base trimestrielle un rapport au Comité Consultatif sur les activités et investissements de CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.

Les règles de quorum et de majorité pour les réunions du Comité Consultatif sont définies comme suit:

- pour les questions de conflits d'intérêts, la prolongation de la Période d'Investissement et la prolongation du terme de CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR, les décisions du Comité Consultatif sont sujettes à une condi-

tion de quorum de cinquante pour cent (50 %) de ses membres étant présents ou représentés et toutes les décisions sur ces sujets seront valablement prises avec une majorité de cinquante pour cent (50 %) des Représentants de Comité Consultatif présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint lors d'une réunion du Comité Consultatif, une réunion suivante sera convoquée en temps utile qui ne sera sujette à aucune condition de quorum; et

- pour les autres questions, les décisions du Comité Consultatif seront valablement prises avec une majorité de cinquante pour cent (50 %) des Représentants du Comité Consultatif présents ou représentés, sans condition de quorum. Les Représentants du Comité Consultatif peuvent donner procuration à d'autres membres ou tiers pour assister à des réunions du Comité Consultatif. Si des tiers ont reçu procuration, seulement les personnes appartenant à, ou étant des représentants de la même organisation que le membre ordinaire concerné du Comité Consultatif sont éligibles. Chaque Représentant de Comité Consultatif aura une (1) voix.

Les Représentants du Comité Consultatif nommeront un président. Le Comité Consultatif se réunira sur convocation du Conseil de Gérance, du président du Comité Consultatif ou par deux (2) Représentants du Comité Consultatif et se réunira au moins deux fois par an. Le Conseil de Gérance doit être informé de la même manière que les autres membres du Comité Consultatif et peut assister aux réunions du Comité Consultatif comme invité, s'il le souhaite, à sa seule discrétion.

Le Comité Consultatif se réunira par téléphone ou en personne sur convocation moyennant un préavis minimum de cinq (5) Jours Ouvrables Bancaires (à moins que chaque Représentant du Comité Consultatif y ait renoncé par écrit) concernant les sujets devant être considérés et discutés par le Comité Consultatif.

Au cas où le Comité Consultatif se réunirait en personne, les frais raisonnables et justifiés des Représentants de chaque Comité Consultatif assistant à la réunion concernée seront payées par CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.

Chaque membre du Comité Consultatif doit (a) traiter toute l'information qu'il reçoit au cours de ses activités en tant que membre du Comité Consultatif comme étant strictement confidentielle même s'il n'est plus membre du Comité Consultatif (b) retourner tous les documents qu'il a reçus au cours de ses activités comme membre du Comité Consultatif au président avant son départ du Comité Consultatif. Chaque membre du Comité Consultatif n'a le droit de retenir aucun document qu'il a reçu ou détient dans le cadre de son assistance à ou son adhésion au Comité Consultatif.

Pour l'interprétation de cet article, les termes non définis aux présents statuts ont la signification qui leur est attribuée dans le prospectus actuel de CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES I S.C.A. SICAR.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide en conséquence de renuméroter les chapitres et articles subséquents des statuts.

#### *Septième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide que les résolutions ci-dessus prendront effet à compter du présent acte en date du 4 décembre 2006.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 17.45 heures.

#### *Frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite du présent acte, sont estimés approximativement à mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Welbes, M. Nezar, D. d'Ocquier, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2006, vol. 30CS, fol. 68, case 9. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2006.

G. Lecuit.

(136971.3/220/320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

### **CAESAR SPECIAL OPPORTUNITIES MANAGEMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5220 Sandweiler, 2, rue Hiehl.

R. C. Luxembourg B 113.625.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2006.

G. Lecuit.

(136974.3/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

**INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1912 Luxemburg, 3, rue des Labours.

H. R. Luxemburg B 8.558.

Im Rahmen der Sitzung des Verwaltungsrates der INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A. am 23. November 2006, wählte das Gremium gemäß Artikel 7.5 der Satzung einstimmig

\* Herrn Rainer Mach, Geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A., 38, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Luxemburg zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A.

\* Herrn Matthias Ewald, Geschäftsführer der Deka FundMaster INVESTMENTGESELLSCHAFT mbH, Hahnstrasse 55, 60528 Frankfurt am Main, Deutschland zum stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrates der INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, 29. November 2006.

Für die Richtigkeit

H. Hildebrandt / A. Brandner

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2006, réf. LSO-BX01369. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(134127.3//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2006.

**F&C MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-2014 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R. C. Luxembourg B 122.163.

## STATUTES

In the year two thousand and six, on the second day of the month of November,

Before us Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg,

There appeared:

1) F&C GROUP (HOLDINGS) LIMITED, having its address at 8th Floor, Exchange House, Primrose Street, London EC2A 2NY, United Kingdom, represented by Frédérique Lifrange, attorney at law, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 31 October 2006.

2) F&C ASSET MANAGEMENT PLC, having his address at 80, George Street, Edinburgh EH2 3BU, United Kingdom, represented by Frédérique Lifrange, prenamed, pursuant to a proxy dated 31 October 2006.

The proxies signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which they form between themselves:

**I. Name, Registered Office, Purpose, Duration**

**Art. 1.** There is hereby established between the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued a company in the form of a société anonyme under the name of F&C MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. (the «Company»).

**Art. 2.** The registered office is located in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Should extraordinary, political or military events occur or appear to be imminent which might interfere with the normal activity at the registered office or with easy communication between the registered office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company.

**Art. 3.** The purpose of the Company is the creation, administration and management of F&C LDI FUND, a mutual investment fund (the «Fund»), and the issue of statements of confirmation evidencing undivided co-proprietorship interests in the Fund.

The Company shall carry on any activities connected with the management, administration and promotion of the Fund. On behalf of the Fund, it may enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, cause the registration of such securities in its name or in the name of any third party, and exercise on behalf of the Fund and the holders of units of the Fund all rights and privileges, including any voting rights, attached to the securities constituting the assets of the Fund. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

The Company may also undertake any other operations directly or indirectly connected with its purpose while remaining within the limits set forth by the law of 20th December 2002 relating to undertakings for collective investment, as amended (the «2002 Law»).

**Art. 4.** The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required by law for the amendment of these Articles of Incorporation.

## II. Share capital

**Art. 5.** The share capital is fixed at one hundred and twenty-five thousand Euros (125,000.- EUR), represented by twenty-five thousand (25,000) shares of no par value. Shares are in registered form only.

**Art. 6.** The share capital may be increased or reduced from time to time by resolution of an extraordinary general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of Articles of Incorporation. The duty of carrying out such increase of capital may be delegated to the Board of Directors by such meeting of shareholders. In case of an increase of the capital, the existing shareholders shall have preferential subscription rights to the new shares to be issued.

**Art. 7.** No transfer of shares, whether for consideration or as a gift, may be made without specific authorization and approval of the assignee by the Board of Directors.

Whenever such authorization or approval is withheld, the Board of Directors will decide whether the Company shall acquire the shares to be transferred, if it may lawfully acquire all or part of them, or designate another person or corporation, who may but need not be a shareholder, who shall acquire the shares for the proposed consideration or at their fair value as determined by a statutory auditor within two months of the notice given to the Board of Directors of the proposed transfer, whichever is the lowest.

**Art. 8.** The shares are not to be divided. No shares may be pledged or otherwise encumbered without the approval of the Board of Directors of the Company. If any share belongs to more than one owner or if it is object of any usufruct, or if it is subject to a pledge, the Board of Directors may suspend the rights attaching to such share until one person has been appointed by the different joint owners, or by the beneficiary and the usufructuary, or by the pledgee and his debtor, as being the shareholder of the Company.

## III. Board of Directors, Supervision

**Art. 9.** The Company shall be managed by a Board of Directors comprising at least three members, who may, but need not, be shareholders of the Company. They shall be appointed by the general meeting of shareholders of the Company for a maximum period of six years and may be removed by resolution of a general meeting of shareholders at any time. They may be re-elected.

In the event of a vacancy in the office of a Director, the remaining Directors may meet and may appoint a Director to fill such vacancy until the next general meeting, at which time the shareholders will fill the vacancy on a permanent basis.

**Art. 10.** The Board of Directors shall choose from among its members a chairman and may choose one or more vice-chairmen.

The Board shall meet upon call by the chairman, or, in the case of his unavailability, by a vice-chairman, or failing him, by one Director appointed for this purpose by the other members of the Board, or failing him by two directors. The Board must be called into session whenever the interest of the Company so requires, and whenever two directors, at least, so demand. The chairman or in his absence a vice-chairman shall preside over the meetings, or failing them any director appointed pro tempore by the Board.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least three days in advance of the day set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice of meeting may be waived by the consent in writing or by confirmed cable, telefax, telegram or telex of each director. No separate notice shall be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

The meetings shall be held at the Company's registered office or at any other place in Luxembourg or abroad mentioned in the notice of meeting.

The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented.

Decisions shall be taken by a simple majority of the votes of the Directors present or represented at such meetings.

The chairman of the Meeting shall have a casting vote. Any director, in case of unavailability, may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by confirmed telex, telefax or telegram, another director to represent him and vote for him.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be approved by circular vote, passed in writing and may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the latest signature.

**Art. 11.** The resolutions of the Board other than those referred to in Article 10, last paragraph above, must be certified by minutes to be signed by the chairman of the meeting and by one director. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two directors.

**Art. 12.** The Management Company shall determine from time to time if and to what extent each Sub-Fund will pay dividends. Dividends shall be paid out of net investment income and/or net realised capital gains at such frequency as shall be determined by the Management Company. Interim dividends shall be paid if and when decided by the Management Company in compliance with applicable law.

**Art. 13.** The Board of Directors may delegate the daily management of the Company and representation of the Company within such daily management to one or more officers who need not be members of the Board of Directors.

The Board may delegate special and determined powers to one or more of its members or to third persons, and may give them special missions and functions. It may entrust them with the management of a particular section of the Company's business.

The Board shall determine the powers and functions of such delegation as well as the titles to be conferred upon such officers and the fixed or proportionate remuneration attaching to these functions which shall be treated as overhead expenses. The Board shall account to the general meeting of shareholders with respect to the salaries paid to Managing Directors.

The Board may revoke such delegations at any moment and provide for any replacement.

The Board may appoint management or investment committees and determine their functions.

**Art. 14.** The Company shall be represented in any judicial or arbitration proceedings, whether as plaintiff or as defendant by the Board of Directors. The Board may delegate such power of representation to any person who may or may not be a Director.

Unless there is any delegation by the Board of Directors, any act binding the Company must be signed by two Directors.

Whenever one or more Managing Directors or officers have been appointed, any act of daily management shall be signed by any managing director or any managing officer without prejudice to special delegations or specified powers which have been duly published.

**Art. 15.** The supervision of the operations of the Company is entrusted to one or more auditors, appointed by the general meeting of shareholders, which determine their number, and which may remove them in compliance with the law. If there are several auditors, they shall form a committee.

The auditor or auditors will remain in office until the next annual general meeting of shareholders, which shall proceed to their re-election, or if necessary to their replacement. Auditors may be re-elected. The remuneration of each auditor is approved by the general meeting of shareholders.

#### IV. Shareholder's meetings

**Art. 16.** The general meeting of shareholders, when duly constituted, represents all the shareholders. It has the broadest powers to perform and ratify any acts on behalf of the Company and which appear on the agenda. Its resolutions are binding on all shareholders, including those who do not attend or vote against the said resolutions.

**Art. 17.** The ordinary general meeting shall meet every year, at the registered office or any other place as may be specified by the notice of meeting on the second Thursday of June at 11.00 a.m. and for the first time in 2007. If such day is a holiday, the general meeting shall be held on the next following business day at the same hour.

Extraordinary general meetings shall be held whenever the Company's interest so requires, at such place and time as specified by the notice of meeting. Such meetings will be convened by any two directors, or by one or more auditors or at the request of shareholders holding at least ten per cent of the capital.

**Art. 18.** The notices of any general meeting shall contain the agenda and shall be made in accordance with the provisions of law.

If all of the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

**Art. 19.** Any shareholder may be represented at any general meeting by a proxy who need not be a shareholder.

**Art. 20.** The general meeting shall be presided over by the chairman of the Board, failing him by a vice-chairman, failing him by the person appointed as chairman pro tempore by the meeting of shareholders.

The Chairman shall appoint a secretary and the meeting will elect one or more inspectors («Scrutineers») who will, together with the chairman and secretary, form a committee. The resolutions of the general meeting shall be recorded in minutes to be signed by the members of the committee and by the shareholders who so request. Copies or extracts of such minutes shall be signed by the chairman or two directors.

The general meeting shall deliberate only on the matters set forth in the agenda, even if the relevant item of business involves the removal of directors or auditors. However, any meeting attended by all shareholders may by unanimous vote decide to deliberate on any matters not contained in the agenda as set forth by the notice of meeting.

Each share is entitled to one vote.

**Art. 21.** Resolutions with respect to amendment of these articles, increase or reduction of capital or dissolution of the Company, merger or absorption of it by another company, must be passed by an extraordinary general meeting in accordance with the quorum, voting and other requirements provided by law.

In all other meetings, the decisions shall be taken, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority.

#### V. Allocation of results

**Art. 22.** As of the December 31 of each year, the Board of Directors will draw up the balance sheet and the profit and loss account of the Company, and for the first time as of December 31, 2006.

**Art. 23.** The favourable surplus of the profit and loss account after deduction of expenses, charges and amortisations will constitute the net profit. From such net profit at least five per cent shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent of the capital of the Company. The allocation shall become compulsory again when the said reserve fund decreases below ten per cent.

Any surplus will be at the disposal of the general meeting of shareholders, which will have exclusive power to decide upon the use of profits with regard to dividends, reserves and the carrying forward of profits.

**Art. 24.** Dividends shall be paid out at such time and place as shall be determined by the Board of Directors.

In accordance with the regulations set forth in article 72 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, the Board of Directors is authorized to pay out interim dividends to the shareholders.

#### VI. Dissolution of the Company

**Art. 25.** In the event of a dissolution of the Company for any reason and at any time, liquidation shall be carried out by one or several liquidators appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and their compensation, as well as the method of liquidation. If there is no such decision of the general meeting, the directors will be considered as liquidators toward third parties as well as toward the Company.

**Art. 26.** The net proceeds of the liquidation, after payment of all debts and charges, will be divided equally between all shares.

#### VII. Applicable Law

**Art. 27.** The parties hereby submit to the law of August 10th, 1915 on commercial companies and as well as to the Law of 2002, as amended.

Consequently, any provisions of said laws as in effect at any given time, insofar as these Articles do not contain any valid derogations thereto, are to be considered as part of the present deed.

#### *Subscription and payment*

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned herein-after:

	Subscribed capital	Number of shares
1. F&C GROUP (HOLDINGS) LIMITED .....	124,995 EUR	24,999
2. F&C ASSET MANAGEMENT PLC .....	5 EUR	1
Total .....	125,000 EUR	25,000

Evidence of the above payments has been given to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The expenses which shall result from the incorporation of the Company are estimated at approximately 3,800.- Euro.

#### *Statements*

The undersigned notary states that the conditions provided for in article twenty-six of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

#### *General meeting of shareholders*

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following are elected as directors for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2007:

- Joao Santos, director, residing at F&C Portugal, Gestao Patrimonios Av. José Malhoa, 27, 6th Floor. P-1070-157 Lisboa,

- Antonio Pena do Amaral, director, residing at F&C Portugal, Gestao Patrimonios Av. José Malhoa, 27, 6th Floor. P-1070-157 Lisboa,

- Antonio Thomas, director of companies, residing, 29 Alberta Road, Enfield, London EN1 IJA. II. The following is elected as auditor:

PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Their mandate shall lapse on the date of the annual general meeting in 2007.

III. The registered office of the Company is fixed at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-2014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the above named persons, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons, in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, said persons appearing signed together with us, the notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille six, le 2<sup>e</sup> jour du mois de novembre,

Par-devant nous, Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

Ont comparu:

1) F&C GROUP (HOLDINGS) LIMITED, ayant son adresse au 8<sup>e</sup> étage, Exchange House, Primrose Street, Londres EC2A 2NY, Royaume-Uni, représentée par Frédérique Lifrange, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 31 octobre 2006.

2) F&C ASSET MANAGEMENT PLC, ayant son adresse au 80, George Street, Edinbourg EH2 3BU, Royaume-Uni, représentée par Frédérique Lifrange, prénommée, en vertu d'une procuration datée du 31 octobre 2006.

Les procurations prémentionnées signées ne varient par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées à ce document pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, agissant *ès-qualités*, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter comme suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux:

### I. Nom, Siège social, Objet, Durée

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires par la suite d'actions ci-après créées, une société en la forme d'une société anonyme sous la dénomination de F&C MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. (la «Société»).

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiraient ou paraîtraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société.

**Art. 3.** L'objet de la Société est la constitution, l'administration et la gestion de F&C LDI FUND, un fonds commun de placement (le «Fonds») et l'émission de confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise dans le Fonds.

La Société se chargera de toute action en rapport avec l'administration, la direction et la promotion du Fonds. Elle pourra, pour le compte du Fonds, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer tous titres, faire l'inscription de ces titres à son nom et au nom de tout tiers, exercer pour le compte du Fonds et des porteurs de parts du Fonds tous droits et privilèges, y compris tous droits de vote attachés aux titres constituant les avoirs du Fonds, cette énumération n'étant pas limitative, mais simplement exemplative.

La Société pourra entreprendre toutes opérations directement ou indirectement en rapport avec cet objet, tout en restant dans les limites déterminées par la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée (la «Loi de 2002»).

**Art. 4.** La Société est constituée pour une durée illimitée. La Société pourra être dissoute à tout moment par l'assemblée générale statuant dans les conditions requises par la loi en matière de modification des statuts.

### II. Capital social

**Art. 5.** Le capital social est fixé à cent vingt-cinq mille Euros (125.000,- EUR), représenté par vingt-cinq mille (25.000) actions sans valeur nominale. Les actions existent sous forme nominative uniquement.

**Art. 6.** Le capital social peut être augmenté ou réduit périodiquement par décision d'une assemblée générale extraordinaire délibérant dans les conditions requises pour la modification des statuts. L'exécution d'une telle augmentation de capital pourra être confiée par cette assemblée générale au Conseil d'Administration. En cas d'augmentation de capital, les actionnaires existants auront un droit préférentiel de souscription aux nouvelles actions à émettre.

**Art. 7.** Aucun transfert d'actions, que ce soit à titre onéreux ou à titre gratuit, ne peut être fait si ce n'est en vertu d'une autorisation spéciale du Conseil d'Administration et moyennant l'agrément du cessionnaire par le Conseil d'Administration.

Au cas où l'autorisation ou l'agrément n'est pas accordé, le Conseil d'Administration décidera si la Société se portera acquéreur des actions dont le transfert est proposé, au cas où elle peut légalement les acquérir en tout ou en partie, ou désignera une autre personne ou société, actionnaire ou non, qui se portera acquéreur des actions à un prix qui sera le plus faible de soit le prix de transfert proposé, soit un prix correspondant à leur valeur juste, telle qu'elle sera déterminée par un réviseur d'entreprises, endéans les deux mois de l'avis de transfert donné au Conseil d'Administration.

**Art. 8.** Les actions sont indivisibles. Aucune action ne pourra être donnée en gage ou grevée d'une autre façon sans l'accord du Conseil d'Administration de la Société. Si une action appartient à plusieurs propriétaires, si elle fait l'objet d'un usufruit ou si elle est donnée en gage, le Conseil d'Administration peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme ayant à l'égard de la Société la qualité d'actionnaire, soit par les différents copropriétaires, soit par le bénéficiaire et l'usufruitier, soit par le créancier gagiste et le débiteur gagiste.

### III. Conseil d'Administration - Surveillance

**Art. 9.** La Société est administrée par un conseil de trois administrateurs au moins, actionnaires ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et à tout moment révocables par elle. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les autres administrateurs réunis ont le droit de nommer un administrateur qui occupera ce poste jusqu'à la prochaine assemblée générale, date à laquelle les actionnaires procéderont à l'élection définitive.

**Art. 10.** Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président, et, s'il le juge opportun, un ou plusieurs vice-présidents.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président, ou en cas d'empêchement de celui-ci d'un vice-président, ou, à son défaut, de l'administrateur désigné à cet effet par ses collègues ou, à son défaut, par deux administrateurs. Le Conseil d'Administration doit être convoqué chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige et chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent. La présidence des réunions est assumée par le président ou en cas d'empêchement de celui-ci, par un vice-président ou, à son défaut, par l'administrateur désigné par ses collègues à cet effet.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins trois jours avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront

mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit ou par câble, télécopie, télégramme ou par télex confirmés de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Les réunions se tiennent au siège social ou en tout autre endroit du Luxembourg ou à l'étranger indiqué dans les convocations.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de parité des voix, celle de celui qui préside est prépondérante.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit, télex, télécopie ou télégramme confirmés à un autre administrateur, pouvoir de le représenter aux réunions du conseil et d'y voter en son lieu et place.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire, par écrit et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

**Art. 11.** Les délibérations du Conseil d'Administration, à l'exception de celles désignées au dernier paragraphe de l'article 10, seront établies par des procès-verbaux à signer par le président de la réunion et un administrateur. Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux membres du Conseil d'Administration.

**Art. 12.** La Société de Gestion pourra déterminer périodiquement si et dans quelle mesure chaque Sous-Fonds pourra distribuer des dividendes. La Société de Gestion pourra déterminer la fréquence à laquelle les dividendes seront payés sur le montant net des revenus d'investissements et/ou sur le montant des plus-values réalisées. La Société de Gestion pourra décider si et quand des dividendes intérimaires pourront être payés et ce dans les limites fixées par la loi.

**Art. 13.** Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation pour cette gestion à un ou plusieurs délégués non nécessairement administrateurs.

Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers et leur donner des missions ou des attributions spéciales. Il peut notamment leur confier la gestion de telle ou telle partie des affaires sociales.

Le Conseil fixe les pouvoirs et les attributions attachés à ces délégations, ainsi que le titre que porteront ceux auxquels ils sont attribués et les émoluments, fixes ou proportionnels, qui y seront attachés, à porter dans les frais généraux, sauf rendre compte à l'assemblée générale des actionnaires des émoluments attribués aux administrateurs-délégués.

Le Conseil peut révoquer ces délégations à tout moment et pourvoir à leur remplacement.

Le Conseil pourra désigner des comités administratifs ou de gestion de portefeuille et en déterminer les fonctions.

**Art. 14.** La Société est représentée en justice ou dans les procédures arbitrales, tant en tant que demandeur qu'en tant que défendeur, par son Conseil d'Administration. Celui-ci peut déléguer ce pouvoir de représentation à toute personne qu'il choisit soit en son sein, soit au dehors de celui-ci.

Sauf en cas de délégation consentie par le Conseil d'Administration, tous les actes engageant la Société seront signés par deux administrateurs.

Au cas où un ou plusieurs administrateurs-délégués ou délégués ont été désignés, tous les actes de gestion journalière seront signés par un administrateur-délégué ou un directeur-délégué à la gestion journalière, sans préjudice des délégations spéciales ou des répartitions de pouvoir dûment publiées.

**Art. 15.** Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs réviseurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leur nombre et peut les révoquer en conformité avec la loi. S'il y a plusieurs réviseurs ceux-ci forment un collège.

Le ou les réviseurs resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle, laquelle procédera à leur réélection ou, s'il y a lieu, à leur remplacement. Les réviseurs sortants sont rééligibles. La rémunération de chaque réviseur est approuvée par l'assemblée générale des actionnaires.

#### IV. Assemblées des actionnaires

**Art. 16.** L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent la Société et qui figurent à l'ordre du jour.

Ses décisions s'imposent à tous les actionnaires, même pour les actionnaires absents ou opposants.

**Art. 17.** L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans les convocations le deuxième jeudi du mois de juin à 11.00 heures et pour la première fois en 2007. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Les assemblées générales extraordinaires se réuniront, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige, aux lieux et heures indiqués dans les convocations faites par deux membres du Conseil d'Administration au moins ou le ou les réviseurs ou sur la demande des actionnaires réunissant au moins dix pour cent du capital.

**Art. 18.** Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites conformément aux dispositions de la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale pourra se tenir sans convocations préalables.

**Art. 19.** Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire, actionnaire ou non.

**Art. 20.** L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'Administration ou, à son défaut, par un vice-président ou, à son défaut, par la personne désignée par l'assemblée à cet effet.

Le président de l'assemblée désigne le secrétaire et l'assemblée élit un ou plusieurs inspecteurs («scrutateurs») qui forment avec eux le bureau. Les résolutions de l'assemblée générale sont inscrites dans des procès-verbaux signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou deux administrateurs.

L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les points portés à l'ordre du jour, même s'il s'agit de la révocation d'administrateurs ou de réviseurs. Toutefois, une assemblée regroupant tous les actionnaires peut, à l'unanimité, décider de délibérer sur tout objet non repris à l'ordre du jour tel que prévu dans la convocation.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 21.** Les résolutions portant modification des présents statuts, augmentation ou réduction du capital, dissolution de la Société, fusion ou absorption de celle-ci par une autre société, ne pourront être prises par une assemblée générale extraordinaire qu'en conformité avec les conditions de présence, de majorité et autres prévues par la loi.

Dans toutes les autres assemblées générales, les décisions seront prises, quel que soit le nombre d'actions représentées, à la majorité simple.

#### V. Affectation des résultats

**Art. 22.** Au trente et un décembre de chaque année, le Conseil d'Administration dresse le bilan et le compte des profits et pertes de la Société, et ce pour la première fois au 31 décembre 2006.

**Art. 23.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, déduction faite des frais généraux, charges et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net. Sur ce bénéfice net, il est prélevé un vingtième au moins qui sera affecté à la formation de la réserve légale, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais reprenant cours si cette réserve vient à être entamée.

Le surplus demeurera à la disposition de l'assemblée générale qui en déterminera souverainement l'affectation en ce qui concerne les dividendes, les mises en réserve et le report à nouveau.

**Art. 24.** Les dividendes seront payés aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'Administration.

Conformément aux règles prévues à l'article 72 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le Conseil d'Administration pourra verser des acomptes sur dividendes.

#### VI. Dissolution de la Société

**Art. 25.** En cas de dissolution de la Société pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires désignera un ou plusieurs liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixera la méthode de liquidation. A défaut de décision prise à cet égard par l'assemblée générale, les administrateurs en fonction seront considérés, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard de la Société comme liquidateurs.

**Art. 26.** Le produit net de la liquidation après apurement des dettes et charges, sera réparti par parts égales entre toutes les actions de capital.

#### VII. Loi applicable

**Art. 27.** Les parties entendent se conformer entièrement à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et à la Loi de 2002, telles que modifiées.

En conséquence, les dispositions de ces lois auxquelles il ne serait pas dérogé valablement par les présents statuts, telles qu'elles seront en vigueur au moment où se posera la question de leur application, sont considérées comme faisant partie intégrante du présent acte.

#### Souscription et paiement

Les comparants ont souscrit pour le nombre d'actions et payé en espèce les montants suivants:

	souscrit	Nombre d'actions
1. F&C GROUP (HOLDINGS) LIMITED.....	124.995 EUR	24.999
2. F&C ASSET MANAGEMENT PLC.....	5 EUR	1
Total .....	125.000 EUR	25.000

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné.

#### Dépenses

Les dépenses qui incomberont à la Société à la suite de cette constitution sont estimées approximativement à 3.800,- Euros.

#### Déclarations

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée ont été observées.

#### Assemblée générale extraordinaire

Les personnes ci-avant indiquées, représentant l'entière du capital souscrit et se considérant comme régulièrement convoquées, ont immédiatement procédé à la tenue d'une assemblée générale des actionnaires qui a décidé ce qui suit:

I. Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs pour une période se terminant à la date de l'assemblée générale annuelle qui sera tenue en 2007:

- Joao Santos, administrateur, demeurant à F&C Portugal, Gestao Patrimonios Av. José Malhoa, 27, 6th Floor. P-1070-157 Lisboa,

- Antonio Pena do Amaral, administrateur, demeurant à F&C Portugal, Gestao Patrimonios Av. José Malhoa, 27, 6th Floor. P-1070-157 Lisboa,

- Antonio Thomas, administrateur, demeurant à 29. Alberta Road, Enfield, Londres, EN1 1JA.

II. A été élu en qualité de réviseur:

PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., 400, route d'Esch, L-2014 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Son mandat prendra fin à la date de l'assemblée des actionnaires annuelle qui se tiendra en 2007.

III. Le siège social de la Société est fixé au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-2014 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, état civil et demeures, lesdits comparants ont signé ensemble avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: F. Lifrange, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 6 novembre 2006, vol. 155S, fol. 95, case 8. – Reçu 1.250 euros.

Le Receveur ff. (signé): Tholl.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2006.

J. Elvinger.

(135048.3/211/429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2006.

### **SIXTY INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 75, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 64.620.

L'an deux mille six, le vingt décembre,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch,

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SIXTY INTERNATIONAL S.A. («la Société») avec siège social à Luxembourg, constituée en date du 27 mai 1998 suivant acte reçu par Maître Reginald Neuman, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 474 du 26 septembre 1999.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 octobre 2006, en voie de publication au Mémorial C.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Reno Maurizio Tonelli, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Carine Grundheber, licenciée en lettres modernes, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Vania Baravini, employée privée, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

A) Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les parties et le notaire instrumentant.

II.- Que les 97.443 (quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent quarante-trois) actions représentatives de l'intégralité du capital social, sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Présentation et approbation du projet de fusion par absorption par SIXTY INTERNATIONAL S.A. de SIXTY ACTIVE INTERNATIONAL S.A.

2. Présentation du rapport du conseil d'administration afférent à la fusion décrite sub.1.

3. Présentation du rapport du réviseur prévu dans le cadre de la fusion par absorption de SIXTY ACTIVE INTERNATIONAL S.A. par SIXTY INTERNATIONAL S.A.

4. Décision de procéder à la fusion par absorption de SIXTY ACTIVE INTERNATIONAL S.A. par SIXTY INTERNATIONAL S.A.

5. Affectation de la valeur de l'actif net comptable de SIXTY ACTIVE INTERNATIONAL S.A., la société absorbée, au poste «prime de fusion» qui sera inscrit au bilan de SIXTY INTERNATIONAL S.A., la société absorbante.

6. Transfert du siège social du 15, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg, au 75, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

B) Monsieur le Président indique ensuite à l'assemblée les motifs qui ont amené le Conseil d'Administration à faire les propositions énoncées à l'ordre du jour, le secrétaire donne lecture des rapports de fusion établis par les Conseils d'Administration des deux sociétés, des résolutions du Conseil d'Administration du 14 novembre 2006 ainsi que la conclusion du rapport établi au 18 décembre 2006 par l'expert indépendant unique, Madame Annette Michels, licenciée en sciences économiques, Réviseur d'Entreprises, 12, rue Zithe, L-2763 Luxembourg.

Le rapport de fusion reprend une situation comptable de la société au 31 octobre 2006.

L'expert unique a été désigné par ordonnance du 15 décembre 2006 de la Première Vice-Présidente du Tribunal d'Arrondissement président la Chambre du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, dûment empêchée, siégeant en matière commerciale et en matière de référé.

C) Sont déposés sur le bureau de l'assemblée à l'intention des actionnaires des exemplaires des documents prescrits par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales, ci-après «la loi», à savoir:

- le projet de fusion du 14 novembre 2006 publié au Mémorial C numéro 2156 du 17 novembre 2006,
- le rapport de fusion des conseils d'administration des deux sociétés,
- le rapport de l'expert indépendant.

Ensuite, Monsieur le Président met aux voix les différentes propositions soumises à l'assemblée, qui ont toutes été adoptées à l'unanimité des voix comme suit:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide d'approuver le projet de fusion de la société avec la société SIXTY ACTIVE INTERNATIONAL S.A., ayant son siège à L-1325 Luxembourg 15, rue de la Chapelle.

En outre, l'assemblée générale décide d'approuver le rapport justificatif du Conseil d'Administration sur le projet de fusion, tel que prévu par l'article 265 de la loi sur les sociétés commerciales, ainsi que le rapport sur le projet de fusion, tel que prévu par l'article 266 de la loi sur les sociétés commerciales, établi par Madame Annette Michels, Réviseur d'Entreprises, dont la conclusion est libellée comme suit:

«**6. Conclusion.** Le projet de fusion approuvé par les Conseils d'Administration de chaque société répond aux conditions de l'article 261 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Sur la base des vérifications effectuées et compte tenu du fait que les actionnaires de la société absorbante et de la société absorbée sont identiques, nous n'avons pas d'observation à formuler sur le caractère raisonnable et pertinent des modalités de fusion.»

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale approuve la fusion par absorption de SIXTY ACTIVE INTERNATIONAL S.A. par SIXTY INTERNATIONAL S.A.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de rémunérer l'apport de fusion moyennant inscription dans le bilan de la Société d'une prime de fusion d'un montant de EUR 469.876,37, correspondant à la valeur de l'actif net comptable de la société Absorbée tel qu'il résulte de la situation comptable arrêtée au 31 octobre 2006.

*Quatrième résolution*

L'assemblée constate l'apport par la société SIXTY ACTIVE INTERNATIONAL S.A., préqualifiée, de l'universalité de son patrimoine actif et passif à la Société et décide d'approuver la dissolution sans liquidation par suite de ce transfert de la société SIXTY ACTIVE INTERNATIONAL S.A., préqualifiée.

*Cinquième résolution*

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société au 75, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de cet acte, s'élève approximativement à EUR 3.000,-

Pour autant que de besoin l'application de l'article 4-1 est sollicitée en ce qui concerne la perception du droit d'apport.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. M. Tonelli, C. Grundheber, V. Baravini et H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 20 décembre 2006, vol. 440, fol. 32, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 21 décembre 2006.

H. Hellinckx.

(140859.3/242/99) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2006.

### A-DGZ 8-FONDS, Fonds Commun de Placement.

Die DEKA INTERNATIONAL S.A., R. C. Luxembourg B 28.599, hat als Verwaltungsgesellschaft den Organismus für gemeinsame Anlagen A-DGZ 8-Fonds, der den Bestimmungen des Gesetzes vom 19. Juli 1991 über die Organismen für gemeinsame Anlagen, deren Anteile nicht öffentlich vertrieben werden, in Verbindung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 30. März 1998 über Organismen für gemeinsame Anlagen als «fonds commun de placement» unterliegt, mit Zustimmung der Depotbank des Fonds DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A., am 24. November 2006 gegründet.

Das Verwaltungsreglement wurde am 14. Dezember 2006 unter der Referenznummer LSO-BX02953 beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. November 2006.

DEKA INTERNATIONAL S.A. / DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

(136336.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2006.

### DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE SUCCURSALE DE LUXEMBOURG

Gesellschaftssitz: L-1855 Luxembourg, 38, avenue J.F. Kennedy.

R. C. Luxembourg B 19.336.

Herr Dr. Bernhard Steinmetz, Mainzer Landstraße 16, D-60325 Frankfurt am Main, ist mit Wirkung zum 30. Juni 2006, aus dem Vorstand der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE, Frankfurt, ausgeschieden.

Herr Dr. Matthias Danne, Mainzer Landstraße 16, D-60325 Frankfurt am Main, ist seit dem 1. Juli 2006 Mitglied des Vorstandes der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE, Frankfurt.

Herr Walter Groll, Mainzer Landstraße 16, D-60325 Frankfurt am Main, ist seit dem 1. Juli 2006 Mitglied des Vorstandes der DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE, Frankfurt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für die Richtigkeit

DekaBank DETUSCHE GIROZENTRALE SUCCURSALE DE LUXEMBOURG

B. Stuckenbroeker / R. Mach

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2006, réf. LSO-BX01367. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(136597.3//16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2006.

### SIXTY ACTIVE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.

R. C. Luxembourg B 88.423.

L'an deux mille six, le vingt décembre,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch,

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SIXTY ACTIVE INTERNATIONAL S.A. («la Société») avec siège social à Luxembourg, constituée en date du 26 juillet 2002 suivant acte reçu par Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1417 du 1<sup>er</sup> octobre 2002.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Reno Maurizio Tonelli, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Carine Grundheber, licenciée en lettres modernes, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Vania Baravini, employée privée, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

A) Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les parties et le notaire instrumentant.

II.- Que les 310 (trois cent dix) actions représentatives de l'intégralité du capital social, sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Présentation et approbation du projet de fusion par absorption par SIXTY INTERNATIONAL S.A. de SIXTY ACTIVE INTERNATIONAL S.A.

2. Présentation du rapport du conseil d'administration afférent à la fusion décrite sub.1.
3. Présentation du rapport du réviseur prévu dans le cadre de la fusion par absorption de SIXTY ACTIVE INTERNATIONAL S.A. par SIXTY INTERNATIONAL S.A.
4. Décision de procéder à la fusion par absorption de SIXTY ACTIVE INTERNATIONAL S.A. par SIXTY INTERNATIONAL S.A.

5. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société absorbée pour l'exercice de leurs mandats respectifs.

6. Décision quant à la conservation des registres et documents de la société absorbée.

Monsieur le Président relève que les résolutions à prendre dans le cadre du présent acte ne deviendront définitives que dans la mesure où la fusion sera décidée par les actionnaires de SIXTY INTERNATIONAL S.A., avec siège social à Luxembourg, 15, rue de la Chapelle, lors d'une assemblée qui se réunira à la suite de la présente.

B) Monsieur le Président indique ensuite à l'assemblée les motifs qui ont amené le Conseil d'Administration à faire les propositions énoncées à l'ordre du jour, le secrétaire donne lecture des rapports de fusion établis par les Conseils d'Administration des deux sociétés, des résolutions du Conseil d'Administration du 14 novembre 2006 ainsi que la conclusion du rapport établi au 18 décembre 2006 par l'expert indépendant unique, Madame Annette MICHEL, licenciée en sciences économiques, Réviseur d'Entreprises, 12, rue Zithe, L-2763 Luxembourg.

Le rapport de fusion reprend une situation comptable de la société au 31 octobre 2006.

L'expert unique a été désigné par ordonnance du 15 décembre 2006 de la Première Vice-Présidente du Tribunal d'Arrondissement présidant la Chambre du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, dûment empêchée, siégeant en matière commerciale et en matière de référé.

C) Sont déposés sur le bureau de l'assemblée à l'intention des actionnaires des exemplaires des documents prescrits par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales, ci-après «la loi», à savoir:

- le projet de fusion du 14 novembre 2006 publié au Mémorial C numéro 2156 du 17 novembre 2006,
- le rapport de fusion des conseils d'administration des deux sociétés,
- le rapport de l'expert indépendant.

Ensuite, Monsieur le Président met aux voix les différentes propositions soumises à l'assemblée, qui ont toutes été adoptées à l'unanimité des voix comme suit:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale décide d'approuver le projet de fusion de la société avec la société SIXTY INTERNATIONAL S.A., ayant son siège à L-1325 Luxembourg 15, rue de la Chapelle.

En outre, l'assemblée générale décide d'approuver le rapport justificatif du Conseil d'Administration sur le projet de fusion, tel que prévu par l'article 265 de la loi sur les sociétés commerciales, ainsi que le rapport sur le projet de fusion, tel que prévu par l'article 266 de la loi sur les sociétés commerciales, établi par Madame Annette Michels, Réviseur d'Entreprises, dont la conclusion est libellée comme suit:

#### «6. Conclusion

Le projet de fusion approuvé par les Conseils d'Administration de chaque société répond aux conditions de l'article 261 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Sur la base des vérifications effectuées et compte tenu du fait que les actionnaires de la société absorbante et de la société absorbée sont identiques, nous n'avons pas d'observation à formuler sur le caractère raisonnable et pertinent des modalités de fusion.»

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale approuve la fusion par absorption de SIXTY ACTIVE INTERNATIONAL S.A. («la Société») par SIXTY INTERNATIONAL S.A.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale accepte que l'apport de fusion soit rémunéré moyennant l'inscription dans le bilan de la société SIXTY INTERNATIONAL S.A. d'une prime de fusion d'un montant de EUR 469.876,37, correspondant à la valeur de l'actif net comptable de la Société tel qu'il résulte de la situation comptable arrêtée au 31 octobre 2006.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée constate que par l'effet de la fusion, la Société sera dissoute, que toutes les actions seront annulées et que tous les actifs et passifs de la Société seront considérés comme transférés à la société SIXTY INTERNATIONAL S.A., préqualifiée.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée générale donne décharge pleine et entière aux administrateurs ainsi qu'au commissaire aux comptes de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée générale décide que les registres et documents de la Société seront conservés au siège de la société absorbante.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de cet acte, s'élève approximativement à EUR 2.000,-

Pour autant que de besoin l'application de l'article 4-1 est sollicitée en ce qui concerne la perception du droit d'apport.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. M. Tonelli, C. Grundheber, V. Baravini et H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 20 décembre 2006, vol. 440, fol. 32, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 21 décembre 2006.

H. Hellinckx.

(141465.3/242/102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2006.

### **GUYAM S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 8, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 37.032.

L'an deux mille six, le six décembre,

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme GUYAM S.A., avec siège social à L-1930 Luxembourg, 8, avenue de la Liberté, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, sous le numéro B 37.032,

constituée suivant acte reçu par le notaire Jacques Delvaux, alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 15 mai 1991 publié au Mémorial C numéro 424 du 8 novembre 1991, modifiée à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire Jacques Delvaux, de résidence à Luxembourg, en date du 9 mars 2006, publié au Mémorial C du 3 juillet 2006 numéro 1281.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Salvatore Desiderio, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Sabine Reizer-Wingel, employée privée, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateurs Monsieur Ermmano Gozzoli, président du conseil d'administration, demeurant à Vignola (I) et Monsieur Salvatore Desiderio, précité.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Resteront, le cas échéant, annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A.) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

#### *Ordre du jour*

- Clôture de l'exercice social au 6 décembre 2006 et approbation des comptes intérimaires pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2006 au 6 décembre 2006.

- Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes, décharge à leur accorder.

- Transfert du siège social statutaire et administratif de la société de Luxembourg en Italie, à 41058 Vignola (MO), Via per Sassuolo 1863, de telle sorte que ce transfert ne donne pas lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal.

- Mise en conformité des statuts de la société en vue de les rendre conformes à la législation italienne et emportant notamment adaptation des statuts à ceux d'une société à responsabilité limitée, le changement de la dénomination sociale en GUYAM Srl et approbation des nouveaux statuts en italien dont le texte sera annexé au présent acte.

- Détermination du nombre d'administrateur à un et nomination de Madame Ilaria Bernardoni comme nouvel administrateur.

- Détermination du nombre de commissaires aux comptes (Collegio Sindacale) à trois commissaires effectifs et deux commissaires suppléants et nomination de Madame Agata Pizzoli, Monsieur Maurizio Bisi et Madame Simona Manfredini comme nouveaux commissaires effectifs (Collegio Sindacale) et Monsieur Giuseppe Martinelli et Madame Laura Serafini, comme commissaires suppléants.

- Divers.

B.) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C.) L'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée décide de clôturer anticipativement l'exercice social au 6 décembre 2006 et approuve le bilan de clôture de la société arrêté au 6 décembre 2006, lequel bilan, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte.

116614

*Deuxième résolution*

L'assemblée accepte la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes en place et leur accorde pleine et entière décharge pour l'exercice de leurs fonctions jusqu'à ce jour.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social statutaire et administratif de la société de Luxembourg en Italie, à 41058 Vignola (MO), Via per Sassuolo 1863, et de demander la radiation de la Société du registre de commerce luxembourgeois. La société adoptera dès lors la nationalité italienne sans que ce transfert de siège social ne donne lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal.

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide la mise en conformité des statuts de la société en vue de les rendre conformes à la législation italienne et notamment d'adapter les statuts à ceux d'une société à responsabilité limitée et de changer la dénomination sociale en GUYAM s.r.l

L'assemblée décide d'adopter les nouveaux statuts en italien dont le texte sera annexé au présent acte.

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide de fixer le nombre d'administrateur à un et de nommer Madame Ilaria Bernardoni, née à Modena le 25 avril 1962 et demeurant à I-41056 Savignano (Mo), Via Friuli, 400.

*Sixième résolution*

L'assemblée décide de fixer le nombre de commissaires aux comptes (Collegio Sindacale) à trois commissaires effectifs et deux commissaires suppléants:

Sont nommés commissaires effectifs:

a) Madame Agata Pizzoli, née à Casalecchio di Reno (BO) le 30 janvier 1958, demeurant à I-41050 Montale Rang (MO), via Sicilia, 41.

b) Monsieur Maurizio Bisi, né à Modena le 30 juillet 1962, demeurant à I-41100 Modena, Via Sigonio, 92.

c) Madame Simona Manfredini, née à Modena le 18 mai 1968, demeurant à I-41100 Modena, Via Argiolas, 60.

Sont nommés commissaires suppléants:

a) Monsieur Giuseppe Martinelli, né à Modena le 8 mai 1958, demeurant à I-41012 Carpi (Mo), Via Morbidina, 7, Int. 1

b) Madame Laura Serafini, née à Pavullo (Mo) le 5 septembre 1956, demeurant à I-41100 Modena, Via Sant'Anna, 225/1.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le président prononce la clôture de l'assemblée.

*Frais*

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille euros (1.000,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. Desiderio, S. Reizer-Wingel, E. Gozzoli, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2006, vol. 30CS, fol. 67, case 5. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 12 décembre 2006.

P. Bettingen.

(136612.3/202/96) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2006.

**SKYBLUE HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 84.181.

*Extrait de la réunion du Conseil d'Administration de la Société tenu le 7 novembre 2006*

Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de M. Roberto Manciocchi en date du 31 octobre 2006.

M. Jean-Marc Debaty, directeur de sociétés, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, est coopté à la fonction d'Administrateur de la Société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 7 novembre 2006.

Signatures

*L'agent domiciliaire*

Enregistré à Luxembourg, le 8 novembre 2006, réf. LSO-BW01729. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(127385.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2006.

**AIG Privat Bank Multihedge, Fonds Commun de Placement.**

Der Änderungsbeschluss des Verwaltungsreglements des AIG Privat Bank Multihedge, registriert in Luxemburg am 7. Dezember 2006, Ref. LSO-BX01682 sowie die koordinierte Fassung des Verwaltungsreglements wurden am 15. Dezember 2006 beim Handels- und Gesellschaftsregister des Bezirksgerichts Luxemburg in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, 11. Dezember 2006.

Für AIG INTERNATIONAL TRUST MANAGEMENT S.A., Société Anonyme

RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., Société Anonyme

(137254.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

---

**Multi Invest Global OP, Fonds Commun de Placement.**

La partie spécifique du règlement de gestion du fonds commun de placement Multi Invest Global OP, enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2006, réf. LSO-BX05949, a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés le 22 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OPPENHEIM PRAMERICA ASSET MANAGEMENT, S.à r.l.

Signatures

(141532.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2006.

---

**GFA HAIG, Fonds Commun de Placement.**

Das Sondervermögen GFA HAIG wurde von der HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A. am 18. Dezember 2006 nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den GFA HAIG ist das Verwaltungsreglement, das am 6. März 2006 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, im Namen der HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A. veröffentlicht wurde, integraler Bestandteil.

Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen des Sonderreglements des GFA HAIG, das am 18. Dezember 2006 in Kraft tritt und zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 29. Dezember 2006

unter der Referenz LSO-BX06368 beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxemburg, den 18. Dezember 2006.

HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A.

Unterschriften

(141539.3//18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2006.

---

**FORMES CONTEMPORAINES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8081 Bertrange, 126A, rue de Mamer.

R. C. Luxembourg B 11.991.

*Extrait procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue à Bertrange en date du 8 novembre 2006*

Il résulte dudit procès-verbal que:

Les mandats de:

Monsieur Guido Adams;

Monsieur Peter Adams;

Madame Ann Adams;

en tant qu'administrateurs et celui de Alex Benoy en tant que commissaire aux comptes ont été renouvelés pour un terme d'une année, jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire statuant sur le compte de l'exercice 2006.

Bertrange, le 8 novembre 2006.

*Pour la société*

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 22 novembre 2006, réf. LSO-BW06060. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(127440.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2006.

---

**SCAND TRUST HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.  
R. C. Luxembourg B 48.129.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2006, réf. LSO-BW03165, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2006.

Signature.

(127374.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2006.

**STARWOOD EUROPE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.  
R. C. Luxembourg B 106.048.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2006, réf. LSO-BW03175, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2006.

Signature.

(127376.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2006.

**D2 LEGAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.  
R. C. Luxembourg B 79.881.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2006, réf. LSO-BW03182, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2006.

Signature.

(127377.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2006.

**CONVERGENT ENERGIES CONSULTING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.  
R. C. Luxembourg B 114.165.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la Société tenu le 7 novembre 2006*

Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de M. Roberto Manciocchi en date du 31 octobre 2006.

M. Jean-Marc Debaty, directeur de sociétés, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, est co-opté à la fonction d'Administrateur de la Société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 7 novembre 2006.

Signatures

*L'Agent Domiciliaire*

Enregistré à Luxembourg, le 8 novembre 2006, réf. LSO-BW01738. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(127390.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2006.

**PLATINA GT HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte-Croix.  
R. C. Luxembourg B 53.282.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2006, réf. LSO-BW04930, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 novembre 2006.

*Pour PLATINA GT HOLDING S.A.*

*LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.*

Signature

(127393.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2006.

116617

**TELEMAQUE, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.  
R. C. Luxembourg B 22.648.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale tenue à Steinsel le 17 mai 2005*

Le 17 mai de l'an deux mille cinq à 10 heures, les actionnaires de la société à capital variable TELEMAQUE (ex-FIXED INCOME TRANSWORLD FUND), se sont réunis au siège de la société, 50, rue Basse à Steinsel, Grand-Duché de Luxembourg.

*Délibérations*

1. Réélection de MM. Jacques Bruxer, Jean Berthon et Gérard de Ganay aux postes d'administrateurs de la SICAV  
MM. Jacques Bruxer, Jean Berthon et Gérard de Ganay son réélus à leurs postes d'administrateurs de la SICAV jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'année 2006;  
Monsieur Jacques Bruxer est domicilié professionnellement 4, rue de Castellane, F-75008 Paris;  
Monsieur Jean Berthon est domicilié professionnellement 4, rue Chauveau Lagarde, F-75008 Paris;  
Monsieur Gérard de Ganay est domicilié 48, rue Copernic, F-75016 Paris.
2. Démission de Monsieur Paul Rondeleux de son poste d'administrateur  
Monsieur Paul Rondeleux, domicilié professionnellement 50, rue Basse, L-7307 Steinsel, démissionne de son poste d'administrateur de la SICAV.
3. Election de Monsieur Jacques Bruxer au poste de président du conseil d'administration  
Monsieur Jacques Bruxer est élu au poste de président du conseil d'administration de la SICAV.
4. Démission de la FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG S.A. du poste de commissaire  
FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG S.A., domiciliée 560A, rue de Neudorf, L-1011 Luxembourg démissionne de son poste de commissaire aux comptes de la SICAV.
5. Nomination de DELOITTE S.A. au poste de réviseur d'entreprises  
DELOITTE S.A., domiciliée 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg est nommé réviseur d'entreprises de la SICAV jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'année 2006.

A. Marguet  
*Auditeur*

Enregistré à Luxembourg, le 22 novembre 2006, réf. LSO-BW05927. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(127352.3//32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2006.

---

**SITA ELECTRONIC S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.  
R. C. Luxembourg B 93.300.

—  
Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2006, réf. LSO-BW04953, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 novembre 2006.

*Pour SITA ELECTRONIC S.A.*

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A.

Signature

(127373.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2006.

---

**VALUE STRATEGY FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 62.976.

—  
Le Conseil d'Administration convoque les actionnaires à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE**

qui se tiendra au siège social de la Société, le 17 janvier 2007 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- I. Entendre et approuver le rapport de gestion du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clos le 30 septembre 2006,
- II. Discuter et approuver les comptes annuels pour l'exercice clos le 30 septembre 2006,
- III. Décider de l'affectation des résultats pour l'exercice social clos le 30 septembre 2006,
- IV. Donner quitus aux Administrateurs,
- V. Réélire les Administrateurs et le Réviseur d'entreprises,
- VI. Divers.

Selon l'article 13 des Statuts coordonnés du 1<sup>er</sup> janvier 1999 et conformément à la Loi du 10 août 1915, les décisions de l'Assemblée Générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque action entière donne droit à une voix.

Modalités d'admission à l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires

Les actionnaires seront admis à l'Assemblée, sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître à la Société, à son siège (16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg/administration VALUE STRATEGY FUND - EUVL/JUR), le mardi 9 janvier 2007 au plus tard, leur intention de prendre part, en personne, à l'Assemblée; les actionnaires ne pouvant assister à l'Assemblée pourront s'y faire représenter par toute personne de leur choix ou voter par procuration; à cet effet, des formules de procuration sont disponibles au siège de la Société. Pour être prises en considération, les procurations, dûment complétées et signées, devront être parvenues au siège de la Société au plus tard le mardi 9 janvier 2007 (cinq jours ouvrables avant l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires).

Les personnes qui assisteront aux Assemblées en qualité d'actionnaires ou par procuration, devront produire au Bureau de l'Assemblée un certificat de blocage des actions qu'elles possèdent directement ou en vertu d'une procuration dans les livres d'un agent autorisé ou dans les livres de EUROPEAN FUND SERVICES S.A. (17, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg).

I (04556/3451/33)

Le Conseil d'Administration.

### **ACQUAMUNDO HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 34.335.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

#### **l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 17 janvier 2007 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

##### *Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2006.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2006.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

I (04534/000/17)

Le Conseil d'Administration.

### **RP Rendite Plus, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
H. R. Luxemburg B 94.920.

Die Anteilhaber des RP Rendite Plus («die Gesellschaft») werden hiermit zur

#### **JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG**

eingeladen, die am 19. Januar 2007 um 11.45 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxemburg, stattfindet.

##### *Tagesordnung:*

1. Genehmigung der Berichte des Verwaltungsrats und des Wirtschaftsprüfers sowie Feststellung des Jahresabschlusses inkl. der Ertragsverwendung für das am 30. September 2006 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder für das am 30. September 2006 abgelaufene Geschäftsjahr.
3. Wiederwahl der Herren Horst Eich, Wilfried Siegmund und Herbert Wunderlich als Verwaltungsratsmitglieder.
4. Wiederwahl von KPMG Audit S.à r.l., Luxemburg, als Abschlussprüfer.
5. Entscheidung über sonstige Geschäftsangelegenheiten, die vor der Jahreshauptversammlung ggf. noch anfallen.

Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile gefasst.

Zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 48 Stunden vor Beginn der Jahreshauptversammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstituts bei der Gesellschaft vorlegen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Jahreshauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch durch eine Person vertreten lassen, die hierzu bevollmächtigt ist. Vollmachtsformulare sind dem geprüften Rechenschaftsbericht beigefügt oder sind am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Senningerberg, im Dezember 2006.

I (04604/755/26)

Der Verwaltungsrat.

116619

**LUÇON FINANCES S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.  
R. C. Luxembourg B 83.907.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *18 janvier 2007* à 14.00 au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice arrêté au 30 septembre 2006;
- b. rapport du commissaire;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 septembre 2006;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. nominations statutaires;
- g. divers.

I (04555/045/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**ORIGAN S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.  
R. C. Luxembourg B 44.920.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des Actionnaires qui aura lieu exceptionnellement le *25 janvier 2007* à 11.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
2. Approbation des bilans et des comptes de profits et pertes au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005 et affectation des résultats;
3. Décharge aux Administrateurs, au Commissaire pour l'exercice de leur mandat ainsi que pour la non-teneur de l'Assemblée à la date statutaire;
4. Décharge à accorder à Monsieur Jean-Michel Hamelle pour l'exercice de son mandat de délégué à la gestion journalière;
5. Ratification de la nomination de Monsieur Eddy Dome au poste d'administrateur;
6. Décharge à accorder à Monsieur Jean-Michel Hamelle pour l'exercice de son mandat d'administrateur;
7. Divers.

I (04599/565/21)

*Le Conseil d'Administration.*

**ZAIS UCITS, Société d'Investissement à Capital Variable.**  
Registered office: L-2951 Luxembourg, 50, avenue J. F. Kennedy.  
R. C. Luxembourg B 116.897.

The shareholders of ZAIS UCITS are hereby convened to the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

to be held at the registered office on *15 January 2007* at 11.00 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following matters:

*Agenda:*

1. Presentation of the management report of the Board of Directors and of the report of the Independent Auditors.
2. To approve the financial statement of net assets and the statement of operations for the year ended September 30, 2006.
3. To allocate the net results.
4. To discharge the Directors with respect of their performance of duties during the year ended September 30, 2006.
5. To renew the mandates of the Directors and of the Independent Auditors.
6. Any other business.

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by the majority of the shares present or represented at the meeting.

The shareholders who would like to be present at the meeting are kindly requested, for organisational purposes, to inform the Company at least five clear days before the meeting of their intention to attend.

I (04606/755/22)

*The Board of Directors.*

**DINVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 24.540.

Shareholders of DINVEST - Technologies are hereby convened to assist at an

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of shareholders to be held in Luxembourg on 17<sup>th</sup> January 2007 at the registered office of DINVEST, at noon (Luxembourg time), with the following agenda:

*Agenda:*

To approve the amalgamation of DINVEST - Technologies into DINVEST - Long/Short US, a sub-fund of the Fund, on 2<sup>nd</sup> April 2007 (the «Effective Date»), and more specifically:

1. to decide that on the Effective Date of the amalgamation, all the assets and liabilities (the «Assets») of the DINVEST - Technologies will be contributed to DINVEST - Long/Short US.
2. to decide that, on the Effective Date, DINVEST - Long/Short US, in exchange for the contribution of the Assets, will issue to the shareholders of DINVEST - Technologies shares in the corresponding Class A of DINVEST - Long/Short US.

The shareholders of DINVEST - Technologies will receive a number of shares of DINVEST - Long/Short US determined in accordance with the exchange ratio calculated on the basis of the respective net asset values of the shares of DINVEST - Technologies and of DINVEST - Long/Short US.

3. to state that, as a result of the amalgamation, DINVEST - Technologies will cease to exist on the Effective Date and all its shares in issue will be cancelled.

There is no quorum required for this Extraordinary General Meeting and the passing of the extraordinary resolution requires the consent of the majority of the Shares present or represented at the Extraordinary General Meeting.

Shareholders in DINVEST - Technologies who do not agree with the proposed amalgamation may request redemption of their shares, under the normal conditions disclosed in the prospectus of DINVEST, until 21<sup>st</sup> February 2007, noon (Luxembourg time). A letter to shareholders detailing the conditions is available for the Shareholders, free of charge, at the registered office of DINVEST.

I (04600/1670/29)

*The Board of Directors.*

**SCOTTISH WORLD FUND, Fonds Commun de Placement.**

The Fonds Commun de Placement SCOTTISH WORLD FUND has been put into liquidation on June 6, 2006.

The Board of Directors of the Management Company MARTIN CURRIE GEFINOR FUND MANAGEMENT COMPANY has approved the closing of the liquidation of the FCP by a Circular resolution dated December 4, 2006.

A residual amount of USD 14,939.53 will be transferred to the Caisse de Consignation in Luxembourg.

The books and documents of SCOTTISH WORLD FUND will be kept for a period of five years at the registered office of EURO-VL LUXEMBOURG S.A., 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

*For MARTIN CURRIE GEFINOR FUND MANAGEMENT COMPANY*

*The Board of Directors*

(04602/3451/12)

**TRANSPACIFIC FUND SICAF, Société d'Investissement à Capital Fixe.**

Registered office: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.  
R. C. Luxembourg B 8.576.

Shareholders of the Company are hereby informed by the board of directors that two extraordinary general meetings of shareholders of the Company will be convened and shareholders are invited to attend each such meeting in person or by written proxy to resolve on the issues mentioned in the below agenda for each such meeting.

**The FIRST EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

will take place on Thursday, January 25<sup>th</sup>, 2007 at 11.30 a.m. at the registered office of the Company having the following agenda:

*Agenda:*

1. Amendment of the articles of association of the Company to change the share capital structure of the Company from fixed capital to variable capital;
2. Further amendments to and complete restatement of the articles of association of the Company to comply with legal requirements relating to European law directives 2001/107/EC and 2001/108/EC (UCITS III conversion);
3. Granting of authorization to the board of directors to appoint ABN AMRO INVESTMENT FUNDS S.A. to act as management company of the Company in accordance with Chapter 13 of the Luxembourg law on undertakings for collective investments dated 20 December 2002, as amended; and
4. Miscellaneous.

In case the first extraordinary general meeting cannot be validly held because the necessary quorum under Luxembourg law is not reached, a

## SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

will take place on Wednesday, January 31st, 2007 at 11.30 a.m at the registered office of the Company having the following agenda:

### Agenda:

1. Acknowledgment that the extraordinary general meeting of the Company on January 25th, 2007 was not validly held and none of the points on the agenda of such meeting was approved for which reason the convocation of a second extraordinary general meeting became necessary;
2. Amendment of the articles of association of the Company to change the share capital structure of the Company from fixed capital to variable capital;
3. Further amendments to and complete restatement of the articles of association of the Company to comply with legal requirements relating to European law directives 2001/107/EC and 2001/108/EC (UCITS III conversion);
4. Granting of authorization to the board of directors to appoint ABN AMRO INVESTMENT FUNDS S.A. to act as management company of the Company in accordance with Chapter 13 of the Luxembourg law on undertakings for collective investments dated 20 December 2002, as amended; and
5. Miscellaneous.

This notice will be published for a second time on January 15th, 2007 and Shareholders are explicitly informed that if the extraordinary general meeting on January 25th, 2007 is not validly convened and held due to not reaching the necessary quorum, the second extraordinary general meeting on January 31st, 2007 can be held without any quorum requirement. Proxy forms for both extraordinary general meetings are available at the registered office of the Company.

For the period of one month, beginning on the date after the successful completion of one of the above-mentioned extraordinary general meetings, each shareholder in the Company is granted the right to redeem all of its shares free of charge by dispatching a redemption order to the registered office of the Company.

### Board of Directors of the Company

Par la présente, le Conseil d'Administration informe les actionnaires de la Société qu'ils seront convoqués à deux assemblées générales extraordinaires auxquelles ils sont invités à participer en personne ou à se faire représenter par une procuration afin de délibérer sur les points mentionnés dans l'agenda ci-dessous.

### La PREMIERE ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

aura lieu le jeudi 25 janvier 2007 à 11.30 heures au siège social de la Société avec l'ordre du jour suivant:

#### Ordre du jour:

1. Modification des statuts de la Société afin de changer la structure du capital de la Société d'un capital fixe à un capital variable;
2. Modifications des statuts de la Société dans le but d'être en conformité avec les obligations légales relatives aux Directives Européennes 2001/107/CE et 2001/108/CE (conversion UCITS III);
3. Autorisation du Conseil d'Administration de nommer ABN AMRO INVESTMENT FUNDS S.A. en tant que société de gestion de la Société conformément aux dispositions du Chapitre 13 de la Loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif telle que modifiée; et
4. Divers.

Dans le cas où la première assemblée générale extraordinaire ne puisse avoir lieu faute d'avoir atteint le quorum de présence requis par le droit du Luxembourg, une

### SECONDE ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

aura lieu le mercredi 31 janvier 2007 à 11.30 heures au siège social de la Société avec l'ordre du jour suivant:

#### Ordre du jour:

1. Confirmation que l'assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 25 janvier 2007 n'a pas pu avoir lieu et qu'aucun des points de l'agenda n'a été approuvé, ce qui nécessite la convocation des actionnaires à une seconde assemblée générale extraordinaire;
2. Modification des statuts de la Société afin de changer la structure du capital de la Société d'un capital fixe à un capital variable;
3. Modifications des statuts de la Société dans le but d'être en conformité avec les obligations légales relatives aux Directives Européennes 2001/107/CE et 2001/108/CE (conversion UCITS III);
4. Autorisation du Conseil d'Administration de nommer ABN AMRO INVESTMENT FUNDS S.A. en tant que société de gestion de la Société conformément aux dispositions du Chapitre 13 de la Loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif telle que modifiée; et
5. Divers.

L'avis de convocation de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires sera publié pour la seconde fois le 15 janvier 2007 et les actionnaires sont explicitement informés que si l'assemblée ne peut pas avoir lieu le 25 janvier 2007 faute d'avoir atteint le quorum de présence requis, la seconde assemblée générale extraordinaire des actionnaires aura lieu le 31 janvier 2007 sans qu'aucun quorum de présence ne soit requis. Les formulaires de procuration pour les deux assemblées générales extraordinaires sont disponibles au siège social de la Société.

Dans une période d'un mois à compter de la date à laquelle l'une des assemblées extraordinaires décrites ci-dessus aura eu lieu, chaque actionnaire de la Société sera en droit de racheter ses actions sans aucun frais en envoyant un ordre de rachat au siège social de la Société.

**ISROP, THE ISRAEL EUROPEAN COMPANY, Société Anonyme (in liquidation).**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 6.432.

—  
**THE ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders of ISROP will be held at 4.00 p.m. (local time) on *January 18, 2007* at the offices of DANDOIS & MEYNIAL, 4, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg for the following purposes:

*Agenda:*

1. To hear the report of the liquidator.
2. To appoint the auditor of liquidation.
3. To determine the date for the next extraordinary general meeting of shareholders deciding on the termination of liquidation.
4. To transact such other business as may properly come before the meeting.

Only shareholders of record at the close of business on January 16, 2007 are entitled to notice of, and to vote at, the General Meeting of Shareholders and at any adjournments thereof.

Resolutions in respect of the items contained in the agenda relating to the General Meeting will require no quorum and will be taken upon the majority of the votes expressed by the shareholders present at the meeting or represented by proxy.

December 22, 2006.

*By Order of the Liquidators*

M. Dandois / A. Meynial

I (04601/000/23)

---

**INDIA LIBERALISATION FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2453 Luxembourg, 18, rue Eugène Ruppert.  
R. C. Luxembourg B 45.529.

—  
Because the Extraordinary General Meeting of shareholders convened on 28 December, 2006 lacked the quorum necessary to deliberate on the proposed changes, you are hereby notified of a Reconvened

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of shareholders to be held on *31 January 2007* at 10.00 a.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Fund, 18, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg to vote on the same agenda mentioned below. There shall be no quorum requirement at the Reconvened Extraordinary General Meeting; the changes must be approved by a two-thirds majority of shares represented at the meeting.

*Agenda:*

1. Amendment of the Articles of Incorporation of the Corporation in order to reflect the fact that INDIA LIBERALISATION FUND (the «Corporation») will, as from 31 January 2007, be governed by the Luxembourg law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment and consequently amendment of the article 1, section 1 of article 2, sections 1, 2, 7, 12 and 13 of article 3, sections 8, 9, 11 and 14 of article 4, section 2 of article 6 and article 7 as well as any other articles as may be required by the supervisory authority.

2. Further Amendments

a) All references to the Law of 30 March 1988 relating to undertakings for collective investment shall be replaced by the references to the Law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment.

b) Amendment of the name of the Corporation from INDIA LIBERALISATION FUND to ACMBernstein - INDIA GROWTH FUND.

c) Amendment of Section 1 of Article 2 of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

«The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities, liquid financial assets and other assets permitted to an undertaking for collective investments under Part I of the Luxembourg law of 20th December 2002 relating to undertakings for collective investment (the «Law of 2002») with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio. In particular the Corporation may:

(a) buy, invest and reinvest funds in transferable securities of any kind, in Luxembourg companies and in foreign companies, including, without limitation, equity securities, including common stocks, securities convertible into common stocks or rights, options or warrants to subscribe to or purchase common stock, preferred stocks or debt securities. To the extent permitted by the Law of 2002, the Corporation may also hold or enter into instruments and financial futures contracts and options relating thereto; and

(b) purchase or sell transferable securities, to lend portfolio securities and to enter into forward commitments within the limits set forth from time to time in compliance with applicable regulations.

The Corporation shall not carry on directly any industrial activity or maintain a commercial establishment open to the public.»

d) Amendment of Section 1 of Article 3 of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

«The initial capital of the Corporation was set at forty thousand Dollars of the United States of America (U.S.\$ 40,000.-) represented by four thousand (4,000) shares without par value. The minimum capital of the Corporation shall be the equivalent in U.S. Dollars of Euro 1,250,000.-. The capital of the Corporation shall at all times during the life of the Corporation be equal to the net asset value of the Corporation as determined in accordance with the provisions of Section 13 of this Article 3.»

e) Amendment of Section 2 of Article 3 of the Articles of Incorporation by adding a new sentence after the first sentence which shall read as follows:

«The Board of Directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.»

f) Amendment of Section 2 of Article 3 of the Articles of Incorporation by adding a new paragraph at the end of such Section which shall read as follows:

«If at any time the Board of Directors determines upon reasonable grounds that:

(i) the continued existence of any class of shares would contravene the securities or investment or similar laws or requirements of any governmental or regulatory authority in Luxembourg or any other country in or from which the Corporation is established and managed or the shares are marketed, or

(ii) the continued existence of any class of shares would result in the Corporation incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which it might not otherwise have incurred or suffered; or

(iii) the continued existence of any class of shares would prevent or restrict the sale of the shares in any such country as aforesaid; or

(iv) in the event that a change in the economic or political situation relating to a class so justifies; and

(v) in the event that the total net asset value of any class of shares is less than the amount which the Board of Directors considers as being the minimum amount required for the existence of such class in the interest of the shareholders;

then, the Board of Directors may decide the cancellation of a class of shares or its consolidation with another class or another undertaking for collective investment registered or to be registered pursuant to Part I of the Law of 2002 and pursuant to the procedures set forth below.

The decision to cancel a class of shares will be published by the Corporation and such publication will contain information as the reasons and modalities of the cancellation. The decision to consolidate a class of shares with another class or into an undertaking for collective investment as aforesaid will be published by the Corporation and such publication will contain information in relation to the new class or the relevant undertaking for collective investment. Such publication will be made one month before the date on which such consolidation or amalgamation shall become effective in order to enable holders of such shares to request redemption thereof, free of charge, before the implementation of any such transaction. Where an amalgamation is to be implemented with a mutual investment fund (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment such resolution shall be binding only on holders of shares who have approved the proposed amalgamation.»

g) Amendment of paragraph 2 (i) to (iv) of Section 7 of Article 3 of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

«The Board of Directors may impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Corporation are acquired or held by (a) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Corporation incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Corporation might not otherwise have incurred or suffered or (c) non-institutional investors in case the Board of Directors has restricted the ownership of shares of the relevant class or sub-class of shares to «institutional investors», as defined in Article 129 of the Law of 2002.

More specifically, the Corporation may restrict or prevent the ownership of shares in the Corporation by any «U.S. person», as defined hereafter or the ownership of shares in a class or sub-class reserved for institutional investors by any non-institutional investor.

For such purposes the Corporation may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a person, who is precluded from holding shares in the Corporation, the class or the sub-class,

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Corporation, class or sub-class, and

c) where it appears to the Corporation that any person, who is precluded from holding shares in the Corporation, class or sub-class, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, compulsorily purchase from any such shareholder all shares held by such shareholder, or where it appears to the Corporation that one or more persons are the owners of a proportion of the shares in the Corporation, class or sub-class which would make the Corporation, class or sub-class subject to tax or other regulations of jurisdictions other than Luxembourg, compulsorily repurchase all or a proportion of the shares held by such shareholders, as may be necessary, in the following manner:

1) The Corporation shall serve a notice (hereinafter called the «purchase notice») upon the shareholder bearing such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the purchase price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Corporation. The

said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Corporation the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed from the registration of such shares in the register of shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled on the books of the Corporation.

2) The price at which the shares specified in any purchase notice shall be purchased (herein called the «purchase price») shall be an amount equal to the per share net asset value of shares in the Corporation, determined in accordance with Section 13 of this Article 3.

3) Payment of the purchase price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class of shares, except during periods of exchange restrictions of such currency, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such purchase price as aforesaid no person interested in the shares specified in such purchase notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the purchase price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid.

4) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any purchase notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith; and

d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Corporation, class or sub-class at any meeting of shareholders of the Corporation, class or sub-class;

e) where it appears that a non-institutional investor holds shares of a class or sub-class reserved for institutional investors and there exists a class or sub-class of shares which is not so reserved and which is essentially identical to the institutional class or sub-class in terms of its investment objective (but, for the avoidance of doubt, not necessarily in terms of the fees and expenses payable by such other class or sub-class), the Corporation may (in lieu of the compulsory redemption referred to in paragraph c) above) unless such holding is the result of an error of the Corporation or its agents, but shall not be obliged to, convert the shares held by such non-institutional investor in the institutional class or sub-class into such other class or sub-class. The provisions of sub-paragraphs c) 1) and 2) above will apply mutatis mutandis to any conversion resolved hereunder.

Whenever used in these Articles, the term «U.S. person» has the same meaning as the term «U.S. Person,» as that term is defined in Regulation S under the United States Securities Act of 1933, as amended, and includes, among others, any natural person resident in the United States, any partnership, corporation or other entity organized or incorporated under the laws of the United States, any estate of which any executor or administrator is a U.S. person, any trust of which any trustee is a U.S. person, and any agency or branch of a foreign entity located in the United States and «United States» means the United States of America or any of its territories or possessions or any area subject to its jurisdiction, including the Commonwealth of Puerto Rico.»

h) Amendment of Section 12 of Article 3 of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

«As is more especially prescribed herein below, the Corporation has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may request the repurchase of all or part of his shares by the Corporation. The repurchase price shall be paid not later than forty-five business days after the date on which the applicable net asset value was determined and shall be equal to the net asset value as determined in accordance with Section 13 of this Article 3, to be reduced by dealing charges to the benefit of the Corporation as the Board of Directors may from time to time decide, less such sales charge as the sales documents may provide. Any such request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Corporation in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for repurchase of shares, together with the delivery of the certificate or certificates for such shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment. Shares of the capital of the Corporation repurchased by the Corporation shall be cancelled.

The Board of Directors may, with respect to any class of shares of the Corporation, extend the period for payment of redemption proceeds to such period as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets attributable to such class of shares shall be invested. The Board of Directors may also, in respect of any class of shares, determine a notice period required for lodging any redemption request. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of shares of the Corporation and any applicable notice period will be publicized in the statutory sales documents relating to the sale of such shares.

In the event that total requests for redemption on any Valuation Date for any class when aggregated with redemption requests for such class on the four previous Valuation Dates exceed 10 per cent of the total number of shares outstanding at the start of that period, then redemptions on the Valuation Date may be reduced or deferred so as to reduce such redemption requests received on the subsequent four Valuation Dates may also be reduced or deferred; any redemption requests so reduced or deferred shall be effected in priority to subsequent redemption requests as of the first Valuation Date following the end of such five day period, subject always to the foregoing limit.

Any request for redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of reduction of redemptions as aforesaid and in the event of suspension of redemption pursuant to Section 13 of this Article 3 hereof. In the absence

of revocation, redemption will occur, in the event of reduction, as aforesaid, and in the event of suspension under Section 13 of this Article 3 hereof, as of the first Valuation Date after such reduction or after the end of the suspension.

For the purposes of the foregoing paragraphs, conversion from shares of one class to shares of another class, as provided for hereafter, shall be treated as redemptions of the first class.

Any shareholder may, by irrevocable request, obtain conversion of whole or part of his shares into shares of another class at the respective net asset values of the relevant classes as determined by Section 13 of this Article 3. The Board of Directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge, as it shall determine.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below U.S. Dollars 500.- or such other value as the Board of Directors shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption of all his shares of such class.

Notwithstanding the foregoing, if in exceptional circumstances the liquidity of any particular portfolio is not sufficient to enable payment or redemption to be made within a ten day period, such payment will be made as soon as reasonably practicable thereafter, but without interest.

The Board of Directors may decide, if the total net asset value of the shares of any class of shares is less than U.S. Dollars 2,000.- and upon giving appropriate prior notice to the concerned shareholders to redeem all the shares of such class at the net asset value applicable on the day on which all assets attributable to such class have been realized.»

i) Amendment of paragraph 6 of Section 13 of Article 3 of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

«The valuation of the net assets of the different classes of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

- a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, money market instruments, time notes, shares, stock, debentures stocks, subscription rights, warrants, swaps, options, other financial derivative instruments, units/shares in undertakings for collective investment and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation;
- d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Corporation (provided that the Corporation may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the preliminary expenses of the Corporation insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Corporation, and
- g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

With respect to securities for which market quotations are readily available, the market value of a security held by a Corporation will be determined as follows:

(a) securities listed on an exchange are valued at the last sale price reflected on the consolidated tape at the close of the exchange on the business day as of which such value is being determined. If there has been no sale on such day, the securities are valued at the mean of the closing bid and asked prices on such day. If no bid or asked prices are quoted on such day, then the security is valued in good faith at fair value by, or in accordance with procedures established by, the Board of Directors;

(b) securities traded on more than one exchange are valued in accordance with paragraph (a) above by reference to the principal exchange on which the securities are traded;

(c) securities traded in the over-the-counter market, including securities listed on an exchange whose primary market is believed to be over-the-counter (but excluding securities traded on THE NASDAQ STOCK MARKET, Inc. («NASDAQ»)) are valued at the mean of the current bid and asked prices;

(d) securities traded on NASDAQ are valued in accordance with the NASDAQ Official Closing Price;

(e) listed put or call options purchased by a Corporation are valued at the last sale price. If there has been no sale on that day, such securities will be valued at the closing bid prices on that day;

(f) open futures contracts and options thereon will be valued using the closing settlement price or, in the absence of such a price, the most recent quoted bid price. If there are no quotations available for the day of valuations, the last available closing settlement price will be used;

(g) U.S. Government securities and other debt instruments having 60 days or less remaining until maturity are valued at amortized cost if their original maturity was 60 days or less, or by amortizing their fair value as of the 61st day prior to maturity if their original term to maturity exceeded 60 days (unless in either case it is determined, in accordance with procedures established by the Board of Directors that this method does not represent fair value);

(h) fixed-income securities may be valued on the basis of prices that reflect the market value of such fixed-income securities and that are provided by a pricing service when such prices are believed to reflect the fair market value of such securities. The prices provided by a pricing service take into account many factors, including institutional size, trading in similar groups of securities and any developments related to specific securities. For securities where the Board of Directors has determined that an appropriate pricing service does not exist, such securities may be valued on the basis of a quoted bid price or spread from a major broker-dealer in such security;

(i) mortgage-backed and asset-backed securities may be valued at prices that reflect the market value of such securities and that are obtained from a bond pricing service or at a price that reflects the market value of such securities and that is obtained from one or more of the major broker-dealers in such securities when such prices are believed to reflect the fair market value of such securities. In cases where broker-dealer quotes are obtained, the Board of Directors may

establish procedures whereby changes in market yields or spreads are used to adjust, on a daily basis, a recently obtained quoted bid price on a security;

(j) OTC and other derivatives are valued on the basis of a quoted bid price or spread from a major broker-dealer in such security; and

(k) all other securities will be valued in accordance with readily available market quotations as determined in accordance with procedures established by the Board of Directors. In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Board of Directors is authorized to follow other rules prudently and in good faith in order to achieve a fair valuation of the assets of the Corporation;

(l) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Corporation may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(m) units or shares in open-ended undertakings for collective investments shall be valued on the basis of their last net asset value, as reported by such undertakings;

(n) in circumstances where the interests of the Corporation or its shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the Board of Directors may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Corporation's assets, as further described in the sales documents of the Corporation.

B. The liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

a) all loans, bills and accounts payable;

b) all accrued or payable administrative expenses (including investment advisory fees, custodian fees and corporate agents' fees or any other fees and expenses payable to the directors, officers or any appointed agent/entity of the Corporation);

c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Date falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

d) an appropriate provision for future taxes based on net assets to the Valuation Date, as determined from time to time by the Corporation, and for contingent liabilities if any authorized and approved by the Board of Directors and

e) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Corporation. In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation which shall comprise formation expenses, fees and expenses payable to its directors, its investment advisers or investment managers, management Corporation (if any), accountants, custodian, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agents and subscription and redemption agents and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Corporation, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the costs of advertising or preparing and printing of the prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, annual and semi-annual reports, stock exchange listing costs and the costs of obtaining or maintaining any registration with or authorization from governmental or other competent authorities, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, the costs of holding shareholders' and directors' meetings, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone, fax and telex. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regulated or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The Board of Directors shall establish a pool of assets for each class of shares in the following manner:

a) the proceeds from the issue of each class of shares shall be applied in the books of the Corporation to the pool of assets established for that class of shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Corporation to the same pool as the assets from which it was derived and on each re-valuation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

d) in the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the net asset values of the relevant class of shares, provided that:

(i) the Board of Directors may reallocate any asset or liability previously allocated by them if in their opinion circumstances so require;

(ii) the Board of Directors may in the books of the Corporation appropriate an asset from one pool of assets to another if for any reason (including, but not limited to, a creditor proceeding against certain assets of the Corporation) a liability would but for such appropriation not have been borne wholly or partly in the manner determined by the Board of Directors under this Article;

e) upon the payment, or the occurrence of the record date, if determined, for payment, of dividends to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such dividends.

D. For the purpose of this Article:

a) shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing;

b) shares of the Corporation to be redeemed under Section 12 of this Article 3 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Date referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Corporation;

c) all investments, cash balances and other assets of the Corporation not expressed in the currency in which the net asset value of the relevant class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares and

d) effect shall be given on any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Corporation on such Valuation Date, to the extent practicable.

#### E. Pooling

1. The Board of Directors may decide to invest and manage all or any part of the pool of assets established for two or more classes of shares (hereafter referred to as «Participating Funds») on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such asset pool («Asset Pool») shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board of Directors may from time to time make further transfers to the Asset Pool. They may also transfer assets from the Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be contributed to an Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Asset Pool concerned. The provisions of Section C of this Article shall apply to each Asset Pool as they do to a Participating Fund.

2. All decisions to transfer assets to or from an Asset Pool (hereinafter referred to as «transfer decisions») shall be notified forthwith by telex, telefax or in writing to the Custodian of the Corporation stating the date and time at which the transfer decision was made.

3. A Participating Fund's participation in an Asset Pool shall be measured by reference to notional units («units») of equal value in the Asset Pool. On the formation of an Asset Pool the Board of Directors shall in its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the directors consider appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or value of other assets) contributed. Fractions of units, calculated to three decimal places, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

4. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board of Directors considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Asset Pool.

5. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Asset Pool at any time and the net asset value of the Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of this Article 3 provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

6. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective participation in the Asset Pool at the time of receipt. On the dissolution of the Corporation the assets in an Asset Pool will (subject to the claims of creditors) be allocated to the Participating Funds in proportion to their respective participation in the Asset Pool.»

j) Amendment of Section 8 of Article 4 of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

«The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation.

The Board of Directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Corporation in accordance with Part I of the Law of 2002.

The Board of Directors may decide that investments of the Corporation be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law of 2002, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in any Member State of the European Union, which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Eastern and Western Europe, Asia, Australia and Oceania, the American continents and Africa, or dealt in on another regulated market of countries referred to under item (iii), provided that such market operates regularly, is regulated and is recognized and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of issue, as well as (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors of the Corporation may decide to invest under the principle of risk-spreading up to 100% of the total net assets of each class of shares of the Corporation in different transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by any member state of the European Union, its local authorities or public international bodies of which one or more of such member states are members, or by any other state member of the OECD provided that in the case where the Corporation decides to make use of this provision the relevant class of shares must hold securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than 30% of such classes' total net assets.

The Corporation will not invest more than 10% of the net assets of any of its class of shares in units of undertakings for collective investment as defined in article 41 (1) (e) of the Law of 2002.

The Board of Directors may decide that investments of the Corporation be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law of 2002 and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by article 41 (1) of the Law of 2002, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Corporation may invest according to its investment objectives as disclosed in the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors may decide that investments of the Corporation be made so as to replicate stock indices and/or debt securities indices to the extent permitted by the Law of 2002 provided that the relevant index is recognised as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark and is published in any appropriate manner.

The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more classes of shares on a pooled basis as described in Section 13 of Article 3, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

In order to reduce the operational and administrative charges of the Corporation while permitting a larger diversification of the investments, the Board of Directors may resolve that all or part of the assets of the Corporation shall be co-managed with the assets of other Luxembourg collective investment undertakings.

Investments of the Corporation may be made either directly or indirectly through subsidiaries, as the Board of Directors may from time to time decide and to the extent permitted by the Law of 2002. When investments of the Corporation are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of shares at the request of shareholders, paragraphs (1) and (2) of article 48 of the Law of 2002 do not apply. Reference in these Articles to «investments» and «assets» shall mean, as appropriate, either investments made and assets held directly or investments made and assets held indirectly through the aforesaid subsidiaries.»

k) Amendment of Section 9 of Article 4 of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

«The Corporation may enter into an investment management agreement with one or more companies whereunder such companies will manage the Corporation's portfolio investments, advise the Corporation on and assist it with respect to such portfolio investments.

Alternatively, the Corporation may enter into a management services agreement with a management company authorised under chapter 13 of the Law of 2002 (the «Management Company») pursuant to which it designates such Management Company to supply the Corporation with investment management, administration and marketing services.»

l) Amendment of Section 11 of Article 4 of the Articles of Incorporation by adding a new paragraph at the end of such Section which shall read as follows:

«The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving such corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on its discretion.»

m) Amendment of Section 14 of Article 4 of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

«The Corporation shall appoint an independent auditor («réviseur d'entreprises agréé») who shall carry out the duties prescribed by article 113 of the Law of 2002. The independent auditor shall be elected by the general meeting of shareholders and shall hold office until his successor is elected.»

n) Amendment of Section 2 of Article 6 of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

«If the capital of the Corporation is reduced to less than two thirds of the U.S. Dollar equivalent of 1,250,000.- Euro, the Board of Directors must submit the question of dissolution of the Corporation to a duly convened general meeting of shareholders for which no quorum shall be prescribed and which shall decide by a simple majority of the shares represented at the meeting whether or not to dissolve the Corporation. If the capital of the Corporation is less than one quarter of the aforementioned amount, the Board of Directors must submit the question of dissolution of the Corporation to a general meeting of shareholders for which no quorum shall be prescribed. In such case, dissolution of the Corporation may be determined by the vote to such effect of shareholders holding one quarter of the shares represented at the meeting. The meeting must be convened so as to be held within forty days as from the date when it has been ascertained that the net assets of the Corporation have fallen below two thirds of the equivalent in U.S. Dollars of 1,250,000.- Euro or one quarter of such amount, as the case may be.»

3. appointment of or confirmation of cooptation of Steven Barr, Nicolas Bérard and Donna Samuels as members of the board of directors of the Corporation until the next annual general meeting of the Company.

A draft of the restated Articles of Incorporation is available upon request at the registered office of the Corporation and at the address of 18, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

You may vote in person or by proxy. A proxy form for your vote is available from the offices of the Fund. Your proxy form should be returned duly completed to AllianceBernstein (LUXEMBOURG) S.A., 18, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg. Please return your proxy before 10.00 a.m. on January 30, 2007 in order for it to be counted.

If you have questions, please contact your financial adviser or an AllianceBernstein Investor Services operations center at +800 2263 8637 or +352 46 39 36 151.

116629

**LUX-WORLD FUND SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg, 1, place de Metz.  
R. C. Luxembourg B 48.864.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui sera tenue dans les locaux de la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG à Luxembourg, 1, rue Zithe, le mercredi 17 janvier 2007 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 septembre 2006.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2006; affectation des résultats.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du réviseur d'entreprises.
6. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

Pour le Luxembourg:  
BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG  
BANQUE RAIFFEISEN S.C.

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Des formules de procuration sont disponibles au siège social de la Société.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

I (04603/755/30)

*Le Conseil d'Administration.*

**LUX-SECTORS SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: Luxembourg, 1, place de Metz.  
H. R. Luxemburg B 70.257.

Die Aktionäre sind herzlichst eingeladen an der

**AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG**

teilzunehmen, welche in den Räumen der BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, in Luxembourg, 1, rue Zithe, am 31. Januar 2007 um 16.00 Uhr mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

*Tagesordnung:*

1. Änderung des Artikels 20 der Satzung.
2. Verschiedenes.

Um an der Hauptversammlung teilnehmen zu können oder sich bei dieser mittels Vollmacht vertreten zu lassen, werden die Besitzer von Inhaberaktien gebeten, dies der Gesellschaft anzuzeigen, und ihre Inhaberaktien mindestens 5 Tage vor der Hauptversammlung an einem Schalter der nachfolgend genannten Zahlstellen zu hinterlegen.

In Luxemburg:  
BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG  
BANQUE RAIFFEISEN S.C.  
FORTUNA BANQUE S.C.

In Deutschland:  
DEUTSCHE BANK AG, Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main

Die Besitzer von Namensaktien, welche an der Außerordentlichen Hauptversammlung teilnehmen möchten sind gebeten, ihre Teilnahmeabsicht der Gesellschaft mindestens 5 Tage vor der Versammlung anzuzeigen. Nach Überprüfung ihrer Identität werden sie zugelassen. Jeder Aktionär kann sich außerdem mittels Vollmacht vertreten zu lassen. Zu diesem Zweck sind Vollmachtsformulare auf Anfrage am Gesellschaftssitz verfügbar.

Nur wenn die Hälfte des Kapitals vertreten ist, ist die Hauptversammlung ordnungsgemäß gebildet und kann über die in der Tagesordnung enthaltenen Punkte beraten. Die Beschlüsse müssen bei einer Mehrheit von zwei Drittel der abgegebenen Stimmen gefasst werden, um rechtswirksam zu sein.

I (04614/755/29)

*Der Verwaltungsrat.*

116630

**ALLIANZ GLOBAL INVESTORS FUND, Société d'investissement à capital variable.**

Registered office: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R. C. Luxembourg B 71.182.

—  
The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of ALLIANZ GLOBAL INVESTORS FUND («the Company») will be held at its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, at 11.00 a.m. on 19 January 2007 for the purpose of considering and voting upon the following matters:

*Agenda:*

1. To accept the Directors' and Auditor's reports and to adopt the financial statements including the use of income for the year ended 30 September 2006.
2. To exonerate the Directors from their responsibilities for all actions taken within their mandate during the year ended 30 September 2006.
3. To re-elect Mr Horst Eich, Dr Christian Finckh and Mr Wilfried Siegmund as Directors.
4. To re-elect PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., Luxembourg, as Auditor.
5. To decide on any other business which may properly come before the Meeting.

*Voting:*

Resolutions on the Agenda may be passed without a quorum, by simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

*Voting Arrangements:*

Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to the registered office of the Company to arrive not later than 48 hours before the time fixed for holding the Meeting or adjourned Meeting. Proxy forms for use by registered shareholders are included with the annual report and can also be obtained from the registered office. A person appointed a proxy need not be a holder of shares in the Company; lodging of a proxy form will not prevent a shareholder from attending the Meeting if he decides to do so.

Senningerberg, December 2006.

I (04605/755/28)

*The Board of Directors.*

**LUX-CROISSANCE SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg, 1, place de Metz.  
R. C. Luxembourg B 38.527.

—  
Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG à Luxembourg, 1, rue Zithe, le 31 janvier 2007 à 10.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Modification de l'article 20 des statuts, afin de lui donner la teneur suivante:  
«Le conseil d'administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer la politique d'investissement de chaque compartiment de l'actif social ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la SICAV, sous réserve des restrictions d'investissement prévues par les lois et règlements et de celles adoptées par le conseil d'administration.  
Les placements de la SICAV doivent être constitués exclusivement de:
  - a) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire cotés sur un marché réglementé;
  - b) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché réglementé dans un Etat Membre de l'Union Européenne;
  - c) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire cotés ou négociés sur un marché réglementé dans tout Etat d'Europe qui n'est pas un Etat Membre de l'Union Européenne, et dans tout Etat d'Amérique, d'Afrique, d'Asie, d'Australie et d'Océanie;
  - d) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émis, pour autant que les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou à un autre marché réglementé tel que visé ci-dessus soit introduite et que l'admission soit obtenue au plus tard un an après l'émission;
  - e) parts d'OPCVM agréés conformément à la directive 85/611/CEE et/ou d'autres OPC au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe (2), premier et deuxième tirets, de la directive 85/611/CEE, qu'ils se situent ou non dans un Etat membre de l'Union Européenne;
  - f) dépôts auprès d'un établissement de crédit remboursables sur demande ou pouvant être retirés et ayant une échéance inférieure ou égale à douze mois, à condition que l'établissement de crédit ait son siège statutaire dans un Etat membre de l'Union Européenne ou, si le siège statutaire de l'établissement de crédit est situé dans un pays tiers, soit soumis à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme équivalentes à celles prévues par la législation communautaire;

g) instruments financiers dérivés, y compris les instruments assimilables donnant lieu à un règlement en espèces, qui sont négociés sur un marché réglementé du type visé aux points a), b) et c) ci-dessus; et/ou instruments financiers dérivés négociés de gré à gré («instruments dérivés de gré à gré»);

h) instruments du marché monétaire autres que ceux négociés sur un marché réglementé, pour autant que l'émission ou l'émetteur de ces instruments soient soumis eux-mêmes à une réglementation visant à protéger les investisseurs et l'épargne et que ces instruments soient:

- émis ou garantis par une administration centrale, régionale ou locale, par une banque centrale d'un Etat membre, par la Banque Centrale Européenne, par l'Union Européenne ou par la Banque Européenne d'Investissement, par un Etat tiers ou, dans le cas d'un Etat fédéral, par un des membres composant la fédération, ou par un organisme public international dont font partie un ou plusieurs Etats membres, ou

- émis par une entreprise dont des titres sont négociés sur les marchés réglementés visés aux points a), b) et c) ci-dessus, ou

- émis ou garantis par un établissement soumis à une surveillance prudentielle selon les critères définis par le droit communautaire, ou par un établissement qui est soumis et qui se conforme à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme au moins aussi strictes que celles prévues par la législation communautaire, ou

- émis par d'autres entités appartenant aux catégories approuvées par la CSSF pour autant que les investissements dans ces instruments soient soumis à des règles de protection des investisseurs qui soient équivalentes à celles prévues aux premier, deuxième ou troisième tirets, et que l'émetteur soit une société dont le capital et les réserves s'élèvent au moins à dix millions d'euros (10.000.000 euros) et qui présente et publie ses comptes annuels conformément à la quatrième directive 78/660/CEE, soit une entité qui, au sein d'un groupe de sociétés incluant une ou plusieurs sociétés cotées, se consacre au financement du groupe ou soit une entité qui se consacre au financement de véhicules de titrisation bénéficiant d'une ligne de financement bancaire.

La CSSF peut autoriser la SICAV à placer, selon le principe de la répartition des risques, jusqu'à 100% de ses actifs dans différentes émissions de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'Union Européenne, par ses collectivités publiques territoriales, par un Etat qui fait partie de l'OCDE ou par des organismes internationaux à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne. Dans ce cas, la SICAV doit détenir des valeurs appartenant à six émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une même émission puissent excéder 30% du montant total.»

## 2. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

Pour le Luxembourg:

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG  
BANQUE RAIFFEISEN S.C.

Pour l'Allemagne:

DEUTSCHE BANK AG, Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main

Les actionnaires nominatifs qui désirent prendre part à l'Assemblée Générale Extraordinaire sont priés de faire connaître à la Société au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, leur intention d'y participer. Ils y seront admis sur justification de leur identité. Tout actionnaire a par ailleurs la possibilité de voter par procuration. A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée ne sera régulièrement constituée et ne pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour que si la moitié du capital est représentée. Les résolutions pour être valables, devront réunir deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

I (04607/755/79)

*Le Conseil d'Administration.*

## **BIG Optimum SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 89.649.

### The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of BIG Optimum SICAV will be held at the company's registered office on *January 18, 2007* at 3.00 p.m.

#### *Agenda:*

1. Submission of the Director's and the Auditor's Report
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at September 30, 2006
3. Allocation of the net results
4. Discharge to the directors
5. Statutory appointments
6. Miscellaneous

Shareholders are advised that no quorum is required for the adoption of resolutions by the Meeting and that resolutions will be passed by a majority of the votes cast by those shareholders present or represented at the Meeting.

I (04610/584/18)

*The Board of Directors.*

**LUX-EQUITY SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: Luxembourg, 1, place de Metz.

R. C. Luxembourg B 45.423.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui sera tenue dans les locaux de la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG à Luxembourg, 1, rue Zithe, le 31 janvier 2007 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*
**1. Modification de l'article 20 des statuts, afin de lui donner la teneur suivante:**

«Le conseil d'administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer la politique d'investissement de chaque compartiment de l'actif social ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la SICAV, sous réserve des restrictions d'investissement prévues par les lois et règlements et de celles adoptées par le conseil d'administration.

Les placements de la SICAV doivent être constitués exclusivement de:

- a) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire cotés sur un marché réglementé;
- b) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché réglementé dans un Etat Membre de l'Union Européenne;
- c) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire cotés ou négociés sur un marché réglementé dans tout Etat d'Europe qui n'est pas un Etat Membre de l'Union Européenne, et dans tout Etat d'Amérique, d'Afrique, d'Asie, d'Australie et d'Océanie;

d) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émis, pour autant que les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou à un autre marché réglementé tel que visé ci-dessus soit introduite et que l'admission soit obtenue au plus tard un an après l'émission;

e) parts d'OPCVM agréés conformément à la directive 85/611/CEE et/ou d'autres OPC au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe (2), premier et deuxième tirets, de la directive 85/611/CEE, qu'ils se situent ou non dans un Etat membre de l'Union Européenne:

f) dépôts auprès d'un établissement de crédit remboursables sur demande ou pouvant être retirés et ayant une échéance inférieure ou égale à douze mois, à condition que l'établissement de crédit ait son siège statutaire dans un Etat membre de l'Union Européenne ou, si le siège statutaire de l'établissement de crédit est situé dans un pays tiers, soit soumis à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme équivalentes à celles prévues par la législation communautaire;

g) instruments financiers dérivés, y compris les instruments assimilables donnant lieu à un règlement en espèces, qui sont négociés sur un marché réglementé du type visé aux points a), b) et c) ci-dessus; et/ou instruments financiers dérivés négociés de gré à gré («instruments dérivés de gré à gré»);

h) instruments du marché monétaire autres que ceux négociés sur un marché réglementé, pour autant que l'émission ou l'émetteur de ces instruments soient soumis eux-mêmes à une réglementation visant à protéger les investisseurs et l'épargne et que ces instruments soient:

- émis ou garantis par une administration centrale, régionale ou locale, par une banque centrale d'un Etat membre, par la Banque Centrale Européenne, par l'Union Européenne ou par la Banque Européenne d'Investissement, par un Etat tiers ou, dans le cas d'un Etat fédéral, par un des membres composant la fédération, ou par un organisme public international dont font partie un ou plusieurs Etats membres, ou

- émis par une entreprise dont des titres sont négociés sur les marchés réglementés visés aux points a), b) et c) ci-dessus, ou

- émis ou garantis par un établissement soumis à une surveillance prudentielle selon les critères définis par le droit communautaire, ou par un établissement qui est soumis et qui se conforme à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme au moins aussi strictes que celles prévues par la législation communautaire, ou

- émis par d'autres entités appartenant aux catégories approuvées par la CSSF pour autant que les investissements dans ces instruments soient soumis à des règles de protection des investisseurs qui soient équivalentes à celles prévues aux premier, deuxième ou troisième tirets, et que l'émetteur soit une société dont le capital et les réserves s'élèvent au moins à dix millions d'euros (10.000.000 euros) et qui présente et publie ses comptes annuels conformément à la quatrième directive 78/660/CEE, soit une entité qui, au sein d'un groupe de sociétés incluant une ou plusieurs sociétés cotées, se consacre au financement du groupe ou soit une entité qui se consacre au financement de véhicules de titrisation bénéficiant d'une ligne de financement bancaire.

La CSSF peut autoriser la SICAV à placer, selon le principe de la répartition des risques, jusqu'à 100% de ses actifs dans différentes émissions de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'Union Européenne, par ses collectivités publiques territoriales, par un Etat qui fait partie de l'OCDE ou par des organismes internationaux à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne. Dans ce cas, la SICAV doit détenir des valeurs appartenant à six émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une même émission puissent excéder 30% du montant total.»

**2. Divers.**

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

Pour le Luxembourg:  
BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG  
BANQUE RAIFFEISEN S.C.

Pour l'Allemagne:  
DEUTSCHE BANK AG, Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main

Les actionnaires nominatifs qui désirent prendre part à l'Assemblée Générale Extraordinaire sont priés de faire connaître à la Société au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, leur intention d'y participer. Ils y seront admis sur justification de leur identité. Tout actionnaire a par ailleurs la possibilité de voter par procuration. A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée ne sera régulièrement constituée et ne pourra délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour que si la moitié du capital est représentée. Les résolutions pour être valables, devront réunir deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

I (04608/755/79)

Le Conseil d'Administration.

### LUX-EURO-STOCKS SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 1, place de Metz.  
H. R. Luxemburg B 64.058.

Die Aktionäre sind herzlichst eingeladen an der

#### AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

teilzunehmen, welche in den Räumen der BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, in Luxemburg, 1, rue Zithe, am 31. Januar 2007 um 11.15 Uhr mir folgender Tagesordnung stattfinden wird:

#### Tagesordnung:

1. Änderung des Artikels 20 der Satzung.
2. Verschiedenes.

Um an der Hauptversammlung teilnehmen zu können oder sich bei dieser mittels Vollmacht vertreten zu lassen, werden die Besitzer von Inhaberaktien gebeten, dies der Gesellschaft anzuzeigen, und ihre Inhaberaktien mindestens 5 Tage vor der Hauptversammlung an einem Schalter der nachfolgend genannten Zahlstellen zu hinterlegen.

In Luxemburg:  
BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG  
BANQUE RAIFFEISEN S.C.

In Deutschland:  
DEUTSCHE BANK AG, Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main

Die Besitzer von Namensaktien, welche an der Außerordentlichen Hauptversammlung teilnehmen möchten sind gebeten, ihre Teilnahmeabsicht der Gesellschaft mindestens 5 Tage vor der Versammlung anzuzeigen. Nach Überprüfung ihrer Identität werden sie zugelassen. Jeder Aktionär kann sich außerdem mittels Vollmacht vertreten lassen. Zu diesem Zweck sind Vollmachtsformulare auf Anfrage am Gesellschaftssitz verfügbar.

Nur wenn die Hälfte des Kapitals vertreten ist, ist die Hauptversammlung ordnungsgemäß gebildet und kann über die in der Tagesordnung enthaltenen Punkte beraten. Die Beschlüsse müssen bei einer Mehrheit von zwei Drittel der abgegebenen Stimmen gefasst werden, um rechtswirksam zu sein.

I (04613/755/28)

Der Verwaltungsrat.

### MANZONI INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxemburg B 71.820.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

#### L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement à l'adresse du siège social, le 8 janvier 2007 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

#### Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005.
3. Présentation des comptes consolidés au 31 décembre 2004 et au 31 décembre 2005 et des rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises.
4. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
5. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
6. Nominations statutaires.
7. Divers.

II (04561/534/19)

Le Conseil d'Administration.

116634

**LUX-TOP 50 SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 1, place de Metz.  
H. R. Luxemburg B 59.731.

Die Aktionäre sind herzlichst eingeladen an der

**AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG**

teilzunehmen, welche in den Räumen der BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, in Luxemburg, 1, rue Zithe, am 31. Januar 2007 um 14.15 Uhr mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

*Tagesordnung:*

1. Änderung des Artikels 20 der Satzung.
2. Verschiedenes.

Um an der Hauptversammlung teilnehmen zu können oder sich bei dieser mittels Vollmacht vertreten zu lassen, werden die Besitzer von Inhaberaktien gebeten, dies der Gesellschaft anzuzeigen, und ihre Inhaberaktien mindestens 5 Tage vor der Hauptversammlung an einem Schalter der nachfolgend genannten Zahlstellen zu hinterlegen.

In Luxemburg:

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG  
BANQUE RAIFFEISEN S.C.

In Deutschland:

DEUTSCHE BANK AG, Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main

Die Besitzer von Namensaktien, welche an der Außerordentlichen Hauptversammlung teilnehmen möchten sind gebeten, ihre Teilnahmeabsicht der Gesellschaft mindestens 5 Tage vor der Versammlung anzuzeigen. Nach Überprüfung ihrer Identität werden sie zugelassen. Jeder Aktionär kann sich außerdem mittels Vollmacht vertreten zu lassen. Zu diesem Zweck sind Vollmachtsformulare auf Anfrage am Gesellschaftssitz verfügbar.

Nur wenn die Hälfte des Kapitals vertreten ist, ist die Hauptversammlung ordnungsgemäß gebildet und kann über die in der Tagesordnung enthaltenen Punkte beraten. Die Beschlüsse müssen bei einer Mehrheit von zwei Drittel der abgegebenen Stimmen gefasst werden, um rechtswirksam zu sein.

I (04617/755/28)

*Der Verwaltungsrat.*

**ALPHA INVESTIMENTI SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 74.023.

Shareholders are kindly convened to an

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of Shareholders to be held on 17 January 2007 at 11.30 a.m., at the offices of RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, with the following Agenda:

*Agenda:*

1. Amendment of Article 3 of the Articles of Incorporation relating to the object of the Company in order to refer to the Law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment (the «Law»), so as to be read as follows:  
«The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind, money market instruments and other permitted assets, referred to in Part I of the Law of 20 December 2002 regarding undertakings for collective investment, as amended (the «Law») with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolios.  
The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.»
2. Amendment of Article 4 in order to refer to wholly owned subsidiaries of the Company.
3. In order to adapt the structure of the Company to the Law, amendment of Articles 5, 16, 20, 23, and 27.
4. Amendment of the provisions of Article 5 dedicated to decision process regarding mergers and closures.
5. Amendment of Article 8 in order to permit the Board to clarify from time to time the definition of a «U.S. Person».
6. Insertion of a last paragraph in Article 8 dedicated to the restriction of the issuance and transfer of shares of a class to a class reserved for Institutional Investors.
7. Amendment of the first paragraph of Article 10 to reflect the new date for the Annual General Meeting. The Annual General Meeting of Shareholders will so be held on the third Friday of the month of April in each year at 11.00 a.m.
8. Amendment of Article 11 by insertion of a fourth paragraph dedicated to the segregation of assets.
9. Amendment of Article 21 by insertion of a third paragraph dedicated to redemptions in kind.
10. Replacement of the term «Corporation» by the term «Company» in the Articles of Incorporation.
11. Decision that points 1 to 10 will become effective as of the date of the Extraordinary General Meeting of Shareholders meeting the quorum requirements.

The consolidated version of the Articles of Incorporation is available, free of charge, at the Company's registered office.

Decision on the Agenda will require a quorum of 50% of the outstanding shares and will only be passed if approved by two-thirds of the shares present or represented at the Meeting.

Should this Extraordinary General Meeting of Shareholders not meet the quorum requirements, a second Extraordinary General Meeting of Shareholders will be convened at the same address, with the same agenda on 21 February 2007 at 11.30 a.m. The decision on the agenda of the second Extraordinary General Meeting of Shareholders will require no quorum, and will be passed if approved by two-thirds of the shares present or represented at the Meeting.

Conditions to attend the Meeting:

The Shareholders will be allowed to attend the Meeting by giving proof of their identity, provided that they have informed the Company, at its registered office (69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg / to the attention of Mrs Frédérique Vatriquant), by 12 January 2007 at the latest, of their intention to attend personally the Meeting. The Shareholders who can not attend personally the Meeting can be represented by any person of their convenience by filling the proxy attached to the present notice.

In order to be taken in consideration, the proxies duly completed and signed must be received at the registered office of the Company by 12 January 2007 at the latest.

The persons who will attend physically the Meeting, in quality of Shareholders or by proxy, will have to produce to the Board a blocked certificate of the Shares they own directly or by virtue of a proxy in the books of RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A. or any other duly authorised agent.

I (04611/584/55)

The Board of Directors.

### **LUX-INDEX US SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 1, place de Metz.

H. R. Luxemburg B 75.343.

Die Aktionäre sind herzlichst eingeladen an der

#### **AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG**

teilzunehmen, welche in den Räumen der BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, in Luxemburg, 1, rue Zithe, am 31. Januar 2007 um 11.30 Uhr mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

*Tagesordnung:*

1. Änderung des Artikels 20 der Satzung.
2. Verschiedenes.

Um an der Hauptversammlung teilnehmen zu können oder sich bei dieser mittels Vollmacht vertreten zu lassen, werden die Besitzer von Inhaberaktien gebeten, dies der Gesellschaft anzuzeigen, und ihre Inhaberaktien mindestens 5 Tage vor der Hauptversammlung an einem Schalter der nachfolgend genannten Zahlstellen zu hinterlegen.

In Luxemburg:

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

BANQUE RAIFFEISEN S.C.

FORTUNA BANQUE S.C.

In Deutschland:

DEUTSCHE BANK AG, Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main

Die Besitzer von Namensaktien, welche an der Außerordentlichen Hauptversammlung teilnehmen möchten sind gebeten, ihre Teilnahmeabsicht der Gesellschaft mindestens 5 Tage vor der Versammlung anzuzeigen. Nach Überprüfung ihrer Identität werden sie zugelassen. Jeder Aktionär kann sich außerdem mittels Vollmacht vertreten zu lassen. Zu diesem Zweck sind Vollmachtsformulare auf Anfrage am Gesellschaftssitz verfügbar.

Nur wenn die Hälfte des Kapitals vertreten ist, ist die Hauptversammlung ordnungsgemäß gebildet und kann über die in der Tagesordnung enthaltenen Punkte beraten. Die Beschlüsse müssen bei einer Mehrheit von zwei Drittel der abgegebenen Stimmen gefasst werden, um rechtswirksam zu sein.

I (04615/755/29)

Der Verwaltungsrat.

### **LUX-PORTFOLIO SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 1, place de Metz.

H. R. Luxemburg B 66.907.

Die Aktionäre sind herzlichst eingeladen an der

#### **AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG**

teilzunehmen, welche in den Räumen der BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG, in Luxemburg, 1, rue Zithe, am 31. Januar 2007 um 14.00 Uhr mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

*Tagesordnung:*

1. Änderung des Artikels 20 der Satzung.
2. Verschiedenes.

Um an der Hauptversammlung teilnehmen zu können oder sich bei dieser mittels Vollmacht vertreten zu lassen, werden die Besitzer von Inhaberaktien gebeten, dies der Gesellschaft anzuzeigen, und ihre Inhaberaktien mindestens 5 Tage vor der Hauptversammlung an einem Schalter der nachfolgend genannten Zahlstellen zu hinterlegen.

In Luxemburg:  
BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG  
BANQUE RAIFFEISEN S.C.  
FORTUNA BANQUE S.C.

In Deutschland:  
DEUTSCHE BANK AG, Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main

Die Besitzer von Namensaktien, welche an der Außerordentlichen Hauptversammlung teilnehmen möchten sind gebeten, ihre Teilnahmeabsicht der Gesellschaft mindestens 5 Tage vor der Versammlung anzuzeigen. Nach Überprüfung ihrer Identität werden sie zugelassen. Jeder Aktionär kann sich außerdem mittels Vollmacht vertreten lassen. Zu diesem Zweck sind Vollmachtsformulare auf Anfrage am Gesellschaftssitz verfügbar.

Nur wenn die Hälfte des Kapitals vertreten ist, ist die Hauptversammlung ordnungsgemäß gebildet und kann über die in der Tagesordnung enthaltenen Punkte beraten. Die Beschlüsse müssen bei einer Mehrheit von zwei Drittel der abgegebenen Stimmen gefasst werden, um rechtswirksam zu sein.

I (04616/755/29)

Der Verwaltungsrat.

**SVENSKA SELECTION FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2330 Luxembourg, 146, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 22.175.

The Shareholders of SVENSKA SELECTION FUND (the «Company») are hereby informed that the quorum required by law not having been reached at a first Extraordinary General Meeting of Shareholders held on 11 December 2006, the Shareholders are hereby convened to attend the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

to be held on 15 January 2007, at 14.00 CET at the registered office of the Company, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Amendment of Article 3 of the Articles of Incorporation relating to the object of the Company in order to refer to the law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment (the «2002 Law»), so as to read as follows:  
«The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as referred to in Article 41 (1) of the law of 20 December 2002 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the «2002 Law»), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.  
The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2002 Law.»
2. Amendment of Article 5, second sentence, of the Articles of Incorporation relating to the minimum capital of the Company in order to refer to the minimum share capital mentioned in the 2002 Law, so as to read as follows:  
«The minimum capital of the Corporation shall be the equivalent in U.S. Dollars of one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-).»
3. Amendment of Article 10 in order to enable the shareholders to cast their vote by ballot papers («formulaires»).
4. Amendment of Article 14, sixth paragraph, of the Articles of Incorporation in order to enable the board to hold board meetings by way of telephone conference or video conference.
5. Amendment of Article 16 of the Articles of Incorporation in order to comply with investment policies and restrictions provided for in the 2002 Law.
6. Amendment of Article 20 of the Articles of Incorporation relating to the auditor of the Company in order to refer to Article 113 of the 2002 Law concerning the duties to be carried out by the independent auditor.
7. Amendment of Article 30 of the Articles of Incorporation relating to the General Provisions in order to replace the references to the law dated 30 March 1988, relating to undertakings for collective investment, by references to the 2002 Law.
8. Miscellaneous.
9. That all the changes will become effective on 1 January 2007 or at any later date to be determined by the shareholders.

The Extraordinary General Meeting will be validly constituted and will validly decide on the items of its agenda regardless of the number of Shares represented. Resolutions will be passed if approved by two thirds of the votes cast.

The shareholders of the Company who cannot attend the extraordinary general meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to SVENSKA HANDELSBANKEN S.A., 146, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, to the attention of Magnus Palmbäck prior to January 12, 2007 at 5.00 pm CET. Proxy forms can be obtained from the registered office of the Company.

Further information can be obtained at SVENSKA HANDELSBANKEN S.A. Luxembourg +352 499 8111.

II (04515/755/46)

116637

**PRAINE MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.  
R. C. Luxembourg B 80.417.

Convocation à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

de la Société qui aura lieu le 8 janvier 2007 à 14.00 heures au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg

*Ordre du jour:*

- Remplacement des actions au porteur actuelles par des actions nominatives.
- Transfert du siège de la société de son adresse actuelle au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.
- Renouvellement des mandats des administrateurs et du commissaire.
- Divers.

Les porteurs d'actions sont priés d'en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter par lui-même ou par mandataire, lequel ne peut pas être lui-même actionnaire.

II (04478/6312/16)

*Le Conseil d'Administration.*

**INTERNATIONAL TECHNIK HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 13.327.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le 17 janvier 2007 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale Statutaire tenue le 17 novembre 2006 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (04518/795/14)

*Le Conseil d'Administration.*

**UNITED INVESTMENT FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2085 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 67.577.

Les actionnaires de UNITED INVESTMENT FUND (la «Société») sont invités par la présente à assister à une

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

de la Société qui se tiendra le 8 janvier 2007 à 14.00 heures (heure de Luxembourg) dans les locaux de BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES - Succursale de Luxembourg, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

*Resolution Extraordinaire*

1. Approbation d'une proposition de modification des statuts de la Société (les «Statuts») ayant pour conséquence la refonte générale des Statuts. Cette proposition comprend les modifications et autorisations suivantes:
  - (i) Modification des Statuts en vue de soumettre la Société à la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif, telle que modifiée (la «Loi de 2002») et notamment la modification des articles 4, 5, 11, 18, 19, 22, 29 et 35. En particulier:
    - Modification de l'article 4 des Statuts de la manière suivante:  
«L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières, instruments du marché monétaire et autres avoirs autorisés et prévus par la Partie I de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif, telle que modifiée (la «Loi de 2002»), avec l'objectif de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.  
La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, au sens le plus large autorisé par la Loi de 2002.»
    - Modification de l'article 19 des Statuts afin de tenir compte de nouvelles règles prévues par le chapitre 5 de la Loi de 2002;
  - (ii) Modification des articles 2 et 24 des statuts en vue du transfert du siège social de la Société à Hesperange;
  - (iii) Refonte générale des Statuts en modifiant, entre autres, outre les articles mentionnés ci-dessus, les articles 1, 6, 7, 8, 10, 12, 14, 20, 21, 22, 28, 31 et 33;
2. Fixer la date effective d'entrée en vigueur de la modification des Statuts à la date proposée par le président de l'assemblée, mais au plus tard le 13 février 2007.

Les actionnaires de la Société sont informés que l'assemblée générale extraordinaire ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée et l'adoption de la présente Résolution Extraordinaire requiert le consentement des deux tiers des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Dans l'hypothèse où le quorum de présence ne serait pas atteint, une seconde assemblée générale extraordinaire sera convoquée le 12 février 2007 à 14.00 heures (heure de Luxembourg) et se tiendra dans les locaux de BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES - Succursale de Luxembourg, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, avec le même ordre du jour. Aucun quorum de présence n'est requis pour cette seconde assemblée et la Résolution Extraordinaire pourra être valablement prise à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Les actionnaires ont la possibilité de voter en personne ou par procuration. Une procuration est disponible auprès de la banque dépositaire de la Société. La procuration doit être retournée à l'adresse suivante:

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES - Succursale de Luxembourg

33, rue de Gasperich

Howald-Hesperange

L-2085 Luxembourg

À l'attention de Mlle Cécile Bruyant

ou au numéro de fax suivant: +352 26 96 97 30

et ce avant le 7 janvier 2007 à 17.00 heures (heure de Luxembourg).

Le projet de Statuts modifiés de la Société est disponible sur demande auprès de la banque dépositaire de la Société à l'adresse suivante: BNP Paribas Securities Services - Succursale de Luxembourg, 33, rue de Gasperich, Howald-Hesperange, L-2085 Luxembourg ou au numéro de fax suivant: +352 26 96 97 30.

II (04565/755/53)

*Pour le Conseil d'Administration.*

### **CARMIGNAC PORTFOLIO, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R. C. Luxembourg B 70.409.

Le quorum requis par la loi n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire du 7 décembre 2006, les actionnaires sont convoqués à une

#### **DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social, le 15 janvier 2007, à 14.00 heures, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

##### *Ordre du jour:*

##### *Modification des statuts de la société*

1. Modification de l'article 5 des statuts afin de permettre à la Société l'émission de différentes catégories d'actions et ce quel que soit le compartiment, se lisant:

- au troisième paragraphe de l'article 5 comme suit:

«Les actions à émettre pourront être émises, au choix du Conseil d'Administration, au titre de différentes catégories. Le produit de toute émission d'actions relevant d'une catégorie déterminée sera investi, conformément à l'article 3 des présents statuts, dans des valeurs mobilières ou autres avoirs correspondant à des zones monétaires ou à un type spécifique de valeurs mobilières, suivant la politique d'investissement déterminée par le Conseil d'Administration pour le Compartiment, établi pour la (les) catégorie(s) d'actions concernée(s), compte tenu des restrictions d'investissement prévues par la loi ou adoptées par le Conseil d'Administration.»

- rajout d'un cinquième paragraphe au sein de l'article 5 se lisant comme suit:

«Le Conseil d'Administration établira une masse d'avoirs constituant un compartiment, correspondant à une classe d'actions ou correspondant à plusieurs catégories d'actions.»

- rajout d'un septième paragraphe au sein de l'article 5 se lisant comme suit:

«Le Conseil d'Administration établira un Compartiment correspondant à une classe d'actions et pourra établir un Compartiment correspondant à deux ou plusieurs catégories d'actions de la manière suivante: si deux ou plusieurs catégories d'actions se rapportent à un Compartiment déterminé, les avoirs attribués à ces catégories seront investis ensemble selon la politique d'investissement spécifique du Compartiment concerné à condition qu'au sein d'un Compartiment, le Conseil d'Administration peut établir périodiquement des catégories d'actions correspondant à (i) une politique de distribution spécifique, telle que donnant droit à des distributions, ou ne donnant pas droit à des distributions, et/ou (ii) une structure spécifique de frais de vente ou de rachat, et/ou (iii) une structure spécifique de frais de gestion ou de conseil en investissement, et/ou (iv) une structure spécifique de frais de distribution, de services à l'actionariat ou autres frais; et/ou (v) un type d'investisseur spécifique; et/ou (vi) la devise ou unité de devise dans laquelle la catégorie peut être libellée et basée sur le taux de change entre cette devise ou une unité de devise et la devise de référence du Compartiment concerné et/ou (vii) telles autres caractéristiques que le Conseil d'Administration établira en temps opportun conformément aux lois applicables.»

2. Modification de l'article 21 des statuts pour ne plus faire référence désormais qu'au calendrier français dans le cadre du calcul de la valeur nette d'inventaire se lisant dans son premier paragraphe comme suit:

«Pour chaque compartiment, la valeur nette d'inventaire sera déterminée dans la monnaie de ce compartiment périodiquement selon les règlements à établir par le Conseil d'Administration, mais au moins deux fois par mois

(le jour auquel la valeur nette sera déterminée est désigné dans les présents statuts comme «jour d'évaluation»)  
Si le jour d'évaluation est un jour férié à Paris, le jour d'évaluation sera le jour ouvrable suivant.»

Pour tenir valablement l'assemblée, aucun quorum de présence n'est requis. Les décisions seront votées à la majorité des deux tiers des actions représentées à l'assemblée.

Pour pouvoir assister ou être représentés à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur devront faire part de leur désir d'assister à l'assemblée et effectuer le dépôt de leurs actions aux guichets des agences de FORTIS BANQUE LUXEMBOURG S.A. cinq jours francs au moins avant la réunion.

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître leur intention de prendre part à l'assemblée.

II (04513/755/51)

Le Conseil d'Administration.

**B.D.S., BUSINESS DEVELOPMENT SERVICES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 222C, avenue Gaston Diderich.  
R. C. Luxembourg B 39.984.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des actionnaires de notre société qui se tiendra extraordinairement au siège social en date du 9 janvier 2007 à 15.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes au 31 décembre 2005;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2005;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire;
4. Elections statutaires;
5. Question de la dissolution de la société conformément à l'application de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.
6. Divers.

II (04566/000/18)

Le Conseil d'Administration.

**I.G.C. S.A., INTERNATIONAL GROUP COMPANY, Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 222C, avenue Gaston Diderich.  
R. C. Luxembourg B 43.932.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des actionnaires de notre société qui se tiendra extraordinairement au siège social en date du 8 janvier 2007 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes au 31 décembre 2005;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2005;
3. Décharge aux administrateurs et au Commissaire;
4. Elections statutaires;
5. Divers.

II (04567/000/16)

Le Conseil d'Administration.

**JEFFERIES UMBRELLA FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 34.758.

Notice is hereby given that the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders will be held at the registered office of the Company on *January 8, 2007* at 10.30 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Approval of the report of the Board of Directors
2. Approval of the report of the Auditors
3. Approval of the Annual Accounts as at September 30, 2006
4. Approval of the distribution of dividend
5. Granting of discharge to the Board of Directors
6. Granting of discharge to the Auditors
7. Approval of the Director's fees

8. Re-election of the Directors for the financial year 2006/2007.
9. Re-election of the Authorized Independent Auditor for the financial year 2006/2007
10. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda and that the decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

Every bearer shareholder who wants to be present or to be represented at the Annual General Meeting has to deposit its shares for January 5, 2007 the latest at the registered office of the Fund or at the following address in Luxembourg: KREDIETBANK S.A. Luxembourg, 43 boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

II (04571/755/27)

*By order of the Board of Directors.*

**LEU QI FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 117.685.

The Shareholders are hereby invited to attend to the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

which will take place at the registered office of the above mentioned SICAV on *January 8th 2007* at 3.30 p.m. with the following agenda:

*Agenda:*

- Extension of the first financial year of the Company until 31st December 2007; replacement of the date of 31st December 2006 by that of 31st December 2007 in the first paragraph of Article 25 of the Articles of Incorporation.
- Decisions on the item on the agenda require a quorum of 50%. They will be taken with a 2/3 majority of the shares present or represented at the Meeting. Proxies are available at the registered office of the SICAV.
- In order to attend this meeting, the bearer shareholders have to deposit their shares at least on January 4th, 2007 with KREDIETBANK S.A. Luxembourg, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

II (04572/755/17)

*The Board of Directors.*

**CLARIDEN LUX, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Gesellschaftssitz: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

H. R. Luxemburg B 81.507.

Die Aktionäre der CLARIDEN LUX werden hiermit zur

**AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

der Aktionäre eingeladen, die am *8. Januar 2007* um 15.00 Uhr am Gesellschaftssitz der Gesellschaft in Luxemburg stattfindet und über folgende Tagesordnung abstimmen wird:

Einzigster Punkt der Tagesordnung:

*Tagesordnung:*

1. Änderung der Artikel 1 und 16 der Satzungen: Namensänderung der Gesellschaft: CLARIDEN LUX in Clariden Leu (Lux).

Die Entscheidungen der ausserordentlichen Generalversammlung werden im Hinblick auf den einzigen Tagesordnungspunkt durch die 2/3 Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitstimmenden Aktionäre getroffen, sofern wenigstens 50% des Aktienkapitals anwesend oder vertreten ist. Vollmachten sind am Sitz der Gesellschaft zu erhalten.

Aktionäre, die an dieser Generalversammlung persönlich teilnehmen wollen, haben ihre Aktien bis spätestens am 5. Januar 2007 bei der KREDIETBANK Luxembourg, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg, zu hinterlegen.

II (04573/755/19)

*Der Verwaltungsrat.*